

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

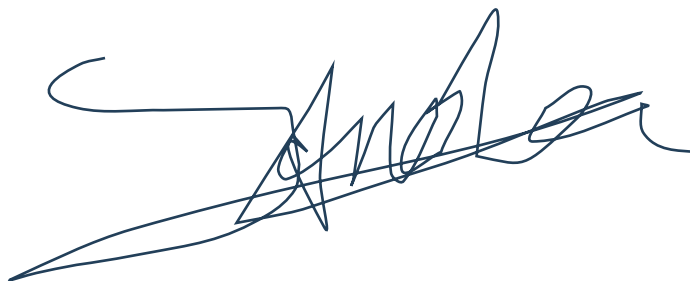
La fonction du *juche* dans la politique étrangère nord-coréenne de 2000 à 2024

Analyse discursive et constructiviste

Auteur : Sélim André
Promoteur : Tanguy Struye de Swielande
Lectrice : Kimberly Orinx
Année académique : 2025-2026
Master en sciences politiques, orientation relations internationales

Déclaration

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Si j'ai eu recours à l'IA, j'ai scrupuleusement respecté les règles établies en la matière par la note du bureau Faculté ESPO en date du 1er juillet 2024, tout particulièrement dans son point 4. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses en ce compris l'usage des outils d'intelligence artificielle générative et savoir qu'un plagiat ou que toute autre forme d'irrégularité est une faute grave et est susceptible de donner lieu aux procédures et sanctions prévues aux articles 107 à 114 du RGEE (Règlement général des études et des examens).

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'André', written in a cursive style with a long horizontal stroke extending to the left.

Remerciements

Je tiens à remercier mon promoteur, M. Tanguy Struye de Swielande, pour son encadrement tout au long de ce mémoire.

L'évaluation de celui-ci n'aurait pas été possible sans Mme Kimberly Orinx, que je remercie également pour le temps et l'intérêt accordés à la lecture de ce travail.

Ma gratitude va également à mes proches :

- Ma mère, Nicole André, pour ses attentions et ses encouragements.
- Mes colocataires, pour leur enthousiasme et leur humour réconfortant.
- Mes condisciples, Alexandre Cassayas et Rémi Moonen, pour leur soutien fraternel pendant mes moments de doute.

Enfin, je remercie quiconque lira ce mémoire avec attention et curiosité, tel l'état d'esprit dans lequel il a été écrit.

Table des matières

1	Introduction.....	1
1.1	Préambule.....	1
1.2	Problématique.....	2
1.3	Méthodologie.....	3
2	Cadre théorique.....	5
2.1	Justification du choix théorique.....	5
2.2	Définition des concepts théoriques clés	6
2.2.1	La sécuritisation	6
2.2.2	La culture stratégique	8
2.2.3	L'identité nationale	11
2.2.4	Le juche	12
2.3	Synthèse.....	14
3	Analyse du mandat de Kim Jong-il.....	15
3.1	La formulation du <i>juche</i> selon Kim Jong-il.....	15
3.1.1	<i>On the Juche Idea</i> (1982)	15
3.1.2	<i>Le Kangsung Taeguk</i>	17
3.1.3	<i>The Songun-Based Revolutionary Line is a Great Revolutionary Line of Our Era and an Ever-Victorious Banner of Our Revolution</i> (2003)	18
3.1.4	<i>The Democratic People's Republic of Korea is a Juche-Oriented Socialist State with Invincible Might</i> (2008)	18
3.1.5	Les déclarations communes du Nouvel An	20
3.2	Événements de politique internationale	21
3.2.1	Le sommet intercoréen de 2000.....	22
3.2.2	Les <i>six-party talks</i>	24
3.2.3	La crise nucléaire de 2009	28
3.2.4	Le naufrage du Cheonan et le bombardement de Yeonpyeong	30
3.2.5	Relations avec la Chine	31
3.3	Analyse théorique	34
3.3.1	Le sommet intercoréen : entre ouverture stratégique et tension idéologique	34
3.3.2	Les <i>six-party talks</i> : la sécurité à tout prix.....	37
3.3.3	La crise de 2009, Cheonan et Yeonpyeong : entre <i>songun</i> , sécuritisation et <i>brinkmanship</i>	40
3.3.4	Une dépendance accrue à la Chine : le défi de la justification	43
3.4	Synthèse et résultats	44

4	Analyse du mandat de Kim Jong-un	46
4.1	La formulation du <i>juche</i> selon Kim Jong-un	46
4.1.1	<i>Let Us Brilliantly Accomplish the Revolutionary Cause of Juche, Holding Kim Jong Il in High Esteem as the Eternal General Secretary of Our Party</i> (2012).....	46
4.1.2	Rapport de 2016 au septième Congrès du Parti des travailleurs de Corée	47
4.1.3	Déclaration commune du Nouvel An (2018).....	49
4.2	Événements de politique internationale	50
4.2.1	Le test de 2017	50
4.2.2	Les rencontres Kim-Trump de 2018 à 2019	51
4.2.3	Le rapprochement avec la Russie : un tournant ?	54
4.2.4	La dépendance à la Chine	55
4.3	Analyse théorique	56
4.3.1	Le test de 2017 : une réponse à une menace existentielle ?	56
4.3.2	Les rencontres Trump-Kim : entre pragmatisme diplomatique et sécuritisation.	57
4.3.3	La dépendance à la Chine : entre silence et identité	58
4.3.4	Le rapprochement avec la Russie : la construction d'une lutte commune	60
4.4	Synthèse et résultats	61
5	Conclusion	63
5.1	Résultats croisés sur la première hypothèse	63
5.2	Résultats croisés sur la seconde hypothèse	64
5.3	Réponse finale à la question de recherche.....	64
5.4	Limites.....	65
5.5	Perspectives d'études futures.....	65
6	Bibliographie	66

1 Introduction

1.1 Préambule

« La République populaire démocratique de Corée est la patrie socialiste du *juche* [Djoutché], incarnant les idées et les directives du Président Kim Il-sung, grand Leader ». Il s'agit de la première phrase du préambule de la Constitution nord-coréenne (Digithèque MJP, s.d.). Un concept central y est mentionné : le *juche*. Une tour de 170 mètres de haut lui est consacrée à Pyongyang, capitale du pays. Bien qu'abandonné en 2024, le calendrier nord-coréen n'était pas calqué sur le calendrier grégorien, mais bien sur l'année de naissance du premier dirigeant Kim Il-sung : « l'an *juche* 1 » (Park, 2024). Ces éléments semblent attester l'importance fondamentale et transversale de cette notion pour l'État nord-coréen.

Ce pays est communément appelé le « royaume ermite » en raison de son isolation géopolitique. En réalité, cette appellation s'appliquait déjà à la péninsule unifiée bien avant la fondation de la Corée du Nord, au XVI^e et XVII^e siècles : la région, marquée par les invasions et pillages japonais, mandchous, et mings, fut poussée à refuser tout contact avec l'extérieur (Malovic & Morillot, 2016). Cette politique étrangère rencontra un certain écho au XIX^e siècle lorsque la Chine fut contrainte à ouvrir son économie à l'opium anglais, et que son Palais d'été fut mis à sac (Malovic & Morillot, 2016). Les deux auteurs (2016) relatent également qu'en dépit des tentatives d'ouverture de différentes factions plus progressistes, les autorités coréennes établiront une politique xénophobe et isolationniste.

Il convient alors de s'intéresser à l'impact que cet héritage culturel et historique a pu laisser sur la tradition politique de ce pays coréen. En effet, le *juche* est une idéologie fondée sur l'indépendance et l'autonomie politique, économique et militaire. Une définition plus étayée de cette doctrine sera construite dans la partie suivante de ce mémoire. En revanche, cela met en évidence un lien clair entre l'histoire de la péninsule et les discours que celle-ci a pu produire à travers les interactions de la Corée avec son environnement politique. Si le passé influence toujours le présent et que les discours jouent un rôle en politique étrangère, il serait tout à fait pertinent d'explorer les tenants et aboutissants de telles implications.

1.2 Problématique

Certains choix de la Corée du Nord peuvent être considérés comme des contradictions par rapport aux piliers du *juche*. Tout d'abord, Van Ree (1989) affirme que les plans d'un an de 1947 et 1948 ont effectivement eu pour but de développer une industrie indépendante et nationale. Kim Il-sung souhaitait ainsi, d'après ses dires, « créer un pays riche et puissant, sans chercher à s'appuyer entièrement sur les autres ». En effet, l'héritage de la colonisation japonaise avait laissé peu de manufactures et d'industries lourdes à la Corée. Ses principales infrastructures industrielles consistaient en des mines ainsi que des industries chimiques et métallurgiques. Cependant, Van Ree argumente que cette idée « d'autarcie nationale » n'était pas purement nord-coréenne, mais commune à la majorité des pays du bloc communiste, qui imitaient le modèle stalinien. De plus, le même auteur relate que, de 1946 à 1950, 90 % du commerce extérieur de Pyongyang dépendait de Moscou. De manière similaire, dans le cadre du plan nord-coréen de trois ans de 1954 à 1956, 75,1 % du capital était financé par le bloc communiste (Van Ree, 1989). Même à la fin des années 1980, la part de la production nord-coréenne qui provenait de projets financés par l'Union soviétique était à 60 % pour l'électricité, et à 30 % pour l'acier et le charbon (Van Ree, 1989).

L'effondrement du bloc soviétique va permettre à la Chine d'asseoir son influence sur le pays (Bondaz, 2018). Pékin représentait en 2023 98,3 % des échanges commerciaux officiels de la Corée du Nord (Sokolin, 2024). Il s'agit sans nul doute ici d'une réelle dépendance, qui s'exprime aussi par une forte demande d'importations d'hydrocarbures (Bondaz, 2018), de nourriture et d'énergie (Manyin & Nanto, 2011). D'aucuns peuvent alors remettre en question le respect du principe d'indépendance économique. Quant à l'indépendance politique, Pyongyang peut difficilement se passer de la Chine pour atténuer les sanctions votées à son égard au Conseil de sécurité de l'ONU (Organisation des Nations unies) (Bondaz, 2018).

Les nouveaux rebondissements dans la guerre en Ukraine tendent aussi à défier l'idée d'une autonomie militaire. En effet, Vladimir Poutine et Kim Jong-un ont signé un traité de défense mutuelle en 2024 (France 24, 2024). Les accords, d'après le dirigeant russe, comportent aussi un volet sur un partenariat technologique militaire (AFP & Barreiro, 2024). Pyongyang est probablement le premier bénéficiaire de cet accord. Cependant, il est nécessaire de nuancer ce point car l'arme nucléaire pourrait certainement être l'expression du pilier d'indépendance militaire.

Plusieurs sources académiques trouvent dans ces incohérences une forme de paradoxe puisqu'en réalité, en plusieurs décennies, la Corée du Nord ne semble pas être tout à fait indépendante. Pourtant, les références au *juche* dans les écrits et discours des Kim abondent, comme le montre le discours de Kim Jong-un en 2021 au 8e congrès de son parti : « Allons tous de l'avant d'un pas énergique vers de nouvelles victoires de la révolution, animés d'une ferme confiance dans le triomphe de l'œuvre socialiste, de l'œuvre révolutionnaire *juche* » (Kim, 2021). Au vu de tous ces éléments, une question émerge naturellement : quelle est la réelle fonction du *juche* dans la politique étrangère nord-coréenne ?

1.3 Méthodologie

Afin de répondre à cette interrogation, deux hypothèses vont être formulées, sur la base d'un questionnement constructiviste. Elles seront testées et mises à l'épreuve en les croisant avec la littérature scientifique, les sources officielles nord-coréennes, ainsi que la bibliographie idéologique des deux dirigeants. La première hypothèse stipule que le *juche* opère tel un système stratégique qui donne un cadre à la définition des intérêts et choix de politique étrangère pour la Corée du Nord. Quant à la seconde, elle spécifie que lorsque les choix stratégiques contredisent les principes affichés du *juche*, le régime mobilise discursivement des ressources idéologiques et culturelles pour légitimer sa politique étrangère.

La méthode principale utilisée pour avoir accès aux sources officielles nord-coréennes est la consultation du site *KCNA Watch*. Il s'agit d'une base de données comportant une grande quantité d'articles de la *KCNA* (*Korean Central News Agency*), du *Rodong Sinmun* ainsi que du *Pyongyang Times* (médias officiels du régime). L'analyse de ces textes est particulièrement pertinente puisqu'ils contiennent beaucoup de contenu idéologique et reflètent souvent la vision du monde du régime nord-coréen. Il convient de souligner la limite de cette analyse : ces sources relèvent souvent de la propagande. Une prudence sera donc de mise et les faits sensationnalistes seront vérifiés.

L'analyse commencera en 2000 et se terminera en 2024. Ces deux dates ont été retenues car elles permettent de couvrir deux événements importants de la politique étrangère du pays, à savoir le sommet intercoréen de 2000 ainsi que le rapprochement avec la Russie, un épisode couvrant le début de la guerre en Ukraine jusqu'à la signature de l'Accord de partenariat stratégique global en 2024. L'angle constructiviste mobilisé dans le cadre de ce mémoire justifie l'appel à des concepts de

cette école. Les notions de sécuritisation, culture stratégique et identités serviront de pistes explicatives aux phénomènes étudiés.

Ce mémoire s'articulera en trois chapitres. Tout d'abord, le premier établit le cadre théorique et conceptuel afin d'introduire les ressources nécessaires à l'analyse des différents cas de politique étrangère étudiés. Les deux suivants constitueront le cœur du travail, puisqu'ils couvriront les mandats de Kim Jong-il (2000-2011) et Kim Jong-un (2012-2024). Chacun s'articulera en trois parties : la conception personnelle du *juche* du dirigeant concerné, les événements de politique internationale survenus pendant leur fonction, et l'analyse de ces derniers au regard de la théorie et de la littérature scientifique.

2 Cadre théorique

2.1 Justification du choix théorique

Avant tout, il semble pertinent d'expliquer en quoi l'approche constructiviste des relations internationales peut offrir de nombreux instruments utiles à l'analyse de la politique étrangère nord-coréenne. Dans ce but, cette première section mettra en lumière l'adéquation intellectuelle de cette théorie à ce travail.

L'ouvrage *Théorie des relations internationales* (2019) de Baranets *et al.* rappelle trois postulats de l'épistémologie post-positiviste. L'un d'eux est assez approprié à ce mémoire. Cette hypothèse exprime le fait que la structure des idées que constituent les normes partagées restreint et impacte les comportements des acteurs, façonne ceux-ci en modifiant leur identité et leurs intérêts, construits à travers des relations sociales (Baranets et al., 2019). En conséquence, il est justifié de penser que le *juche*, idéologie pouvant constituer une norme partagée, puisse affecter les comportements et décisions de Kim Jong-il et Kim Jong-un.

Plus encore, ce passage confirme l'importance de la relation entre la structure idéelle nord-coréenne et les intérêts nationaux exprimés dans la formulation de la politique étrangère de l'État. Il serait alors intéressant de se questionner sur la position et le rôle du *juche* dans cette potentielle structure dont il serait le fondement. Les auteurs développent ensuite en affirmant que les intérêts des acteurs sociaux sont construits par les idées qu'ils partagent et par la culture dans laquelle ils sont ancrés (Baranets et al., 2019).

Cette ontologie corrobore l'influence de l'histoire du peuple coréen, marquée par la colonisation japonaise et l'image de Dangun. Toujours dans le même ouvrage, il est précisé, dans le cadre de l'analyse constructiviste, l'importance prédominante des discours dans les sociétés car ils reflètent et façonnent les croyances et les intérêts tout en définissant les normes du comportement accepté (Baranets et al., 2019). Le *juche* ne serait-il pas un discours prédominant dans la société nord-coréenne ? Partant de cette hypothèse, ce passage établit clairement un lien entre intérêts et discours, qui permettrait de cerner le rôle de cette idéologie dans la politique étrangère de Pyongyang.

2.2 Définition des concepts théoriques clés

Ensuite, plusieurs concepts de l'approche constructiviste sont éminemment adéquats pour étudier les tenants et aboutissants de la question de recherche décrite précédemment.

2.2.1 La sécuritisation

Le premier est la sécuritisation, idée développée par l'école de Copenhague dans les années 1980 (Balzacq et al., 2015). L'un de ses pères fondateurs, Ole Wæver, décrit dans *On Security* (1993) une tendance théorique concernant le concept de sécurité avec laquelle il est en désaccord. Selon lui, non seulement cette notion était trop peu discutée par rapport à son utilisation, mais elle est également comprise par la communauté scientifique comme une réalité antérieure au langage (Wæver, 1993), niant ainsi toute implication des discours dans la définition de la sécurité. S'il défend un tout autre point de vue, une question s'impose : comment un phénomène devient-il un problème de sécurité ?

Tout d'abord, le chercheur danois (1993) définit un problème de sécurité comme un événement qui menace la souveraineté nationale ou l'indépendance d'un État, rapidement et de manière spectaculaire. Plus encore, Wæver (1993) affirme que l'État, en identifiant une évolution comme étant un problème de sécurité, peut revendiquer un droit spécial à engager une action forte.

Ce droit, en revanche, serait contrôlé *in fine* par l'État et les élites politiques (Wæver, 1993). Cela amène l'auteur (1993) à considérer la sécurité comme un « acte de langage ». Plus précisément, c'est par l'énonciation même du problème qu'un représentant étatique transforme la nature de l'événement (Wæver, 1993). Dans ce document, les relations entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest durant la guerre froide constituent l'illustration la plus saillante de ce phénomène. Les élites des régimes communistes utilisaient des actions liées aux acteurs politiques réformistes en invoquant l'argument du « problème sécuritaire » et de la menace existentielle afin de s'octroyer le droit à les réprimer (Wæver, 1993). Le chercheur danois (1993) explique que le défi auquel étaient confrontés les partisans d'un changement politique était donc de garder l'intensité de leur activisme en dessous d'un certain seuil qui aurait entraîné une réponse étatique sévère.

Rita Taureck (2006), dans son article *Securitization theory and securitization studies* évoque quant à elle les trois étapes menant à une sécuritisation. Tout d'abord, l'identification d'une menace existentielle, ensuite, l'action d'urgence, et finalement,

la production d'effets sur les relations entre les unités par le contournement de règles (Buzan et al., 1998, cité dans Taureck, 2006). La chercheuse en sciences politiques relève la critique principale adressée à la théorisation de ce concept : l'absence totale d'une dimension éthique ou morale. Taureck (2006) contre-argumente en expliquant que la théorie de Wæver et ses collègues n'a jamais eu la prétention d'en proposer l'une ou l'autre.

Buzan et al. (1998) élaborent quant à eux, dans leur article *Security : A New Framework for Analysis*, une définition de la sécurité à l'aune de cette nouvelle théorie. Ils expliquent : « Le terme "sécurité" devrait être appliqué aux questions qui sont « mises en scène » comme des menaces existentielles à des objets de référence par un acteur de la sécuritisation qui génère ainsi une adoption de mesures d'urgence allant au-delà des règles qui seraient autrement contraignantes » (Buzan et al., 1998, p.1010, traduction personnelle). Par ailleurs, de cette définition découlent les trois composantes de la sécuritisation : le concept de sécurité, la nature des objets référents et le rôle des acteurs sécuritisants. (Buzan et al., 1998, p.1010, traduction personnelle).

L'article *Securitization revisited : theory and cases* (2015) par Balzacq et al. offre une définition moderne de cet outil, s'inscrivant dans la logique constructiviste tout en exhibant un aspect poststructuraliste. Les auteurs (2015) présentent la sécuritisation comme suit : « un assemblage articulé de pratiques par lesquelles des artefacts heuristiques (métaphores, instruments de politique publique, répertoires d'images, analogies, stéréotypes, émotions, etc.) sont mobilisés de manière contextuelle par un acteur sécuritisant, qui cherche à amener un public à construire un réseau cohérent d'implications (sentiments, sensations, pensées et intuitions) autour de la vulnérabilité critique d'un objet référent (l'élément devant être protégé). Ce réseau doit converger avec les raisons invoquées par l'acteur sécuritisant pour justifier ses choix et ses actions, en investissant l'objet référent d'une aura de menace d'une intensité sans précédent, de telle sorte qu'une politique spécifique doive être immédiatement mise en œuvre afin de le contrer. » (Balzacq et al., 2015, traduction personnelle).

Balzacq et al. (2015) mettent en exergue l'influence qu'a eu Michel Foucault sur l'évolution du concept de sécuritisation. En effet, les auteurs soutenant les travaux de Foucault affirment que son concept phare, la gouvernementalité, offre à la sécuritisation une « analytique de gouvernement » permettant aux chercheurs de

comprendre les pratiques de sécurité (Balzacq et al., 2015). Les auteurs (2015) indiquent qu'elle est constituée de quatre dimensions, qu'ils détaillent consécutivement :

- « Les formes caractéristiques de visibilité, les manières de voir et percevoir » ;
- « Les manières distinctes de penser et questionner, basées sur des vocabulaires et procédures définies relatives à la production de savoir (par exemple, celles dérivant des sciences humaines, sociales et comportementales) » ;
- « Les manières particulières d'agir, intervenir et diriger, constituées de types particuliers de rationalité pratique (expertise) et basées sur des mécanismes, techniques et technologies définies » ;
- « Les manières distinctes de former des sujets, des identités, personnes, acteurs et agents ».

(Balzacq et al., 2015, traduction personnelle)

2.2.2 La culture stratégique

Le second concept est la culture stratégique. Prenant ses origines dans le rapport *The Soviet Strategic Culture : Implications for Limited Nuclear Operations* (1977) rédigé par Jack Snyder pour la *RAND Corporation*, il constitue un instrument d'analyse capital. Snyder (1977) définit la culture stratégique comme « l'ensemble des idées, des réponses émotionnelles conditionnées et des schémas de comportements habituels que les membres de la communauté stratégique nationale ont acquis par l'apprentissage ou l'imitation, et qu'ils partagent entre eux en matière de stratégie nucléaire. » (p.8, traduction personnelle). Bien que cette notion soit utilisée en lien avec la stratégie nucléaire soviétique, Jeffrey S. Lantis (2002) affirme que bon nombre de chercheurs ont élargi sa portée à l'analyse des politiques de sécurité nationales (Lantis, 2002). En outre, ce dernier, professeur de science politique à l'Université de Wooster, dans son article *Strategic Culture and National Security Policy*, résume les débats académiques et approfondit le concept de culture stratégique.

D'abord, il relève une seconde définition apportée par Snyder : « un ensemble de croyances, d'attitudes et de schémas comportementaux semi-permanents propres à une élite, qui se traduisent par un mode de pensée distinctif » (Lantis, 2002, p.104, traduction personnelle). Une troisième définition est apportée par Gray, cité par Lantis (2002, p.94), qui le décrit comme « des modes de pensée et d'action à l'égard de l'usage de la force, qui découlent de la perception de l'expérience historique nationale

et des aspirations à un comportement responsable définies en termes nationaux » (traduction personnelle).

Cette comparaison confirme une affirmation de Lantis (2002) : des désaccords profonds quant à la définition de cette notion subsistent. Par exemple, d'autres chercheurs comme Alessia Biava, citée par Colson (2013), définissent la culture stratégique comme « un système de valeurs, de préférences, d'attentes, de visions et de pratiques qui s'expriment à travers des langages et des modèles de comportements (*patterns of behaviour*) cohérents et communs en ce qui concerne la stratégie » (para. 4), en ne liant pas forcément la stratégie à l'usage de la force. Aussi, l'auteur pointe un élément épistémologiquement essentiel : la culture stratégique, bien qu'utilisée par des académiques depuis des décennies, ne peut constituer à elle seule une variable indépendante suffisante pour expliquer un phénomène (Lantis, 2002). Plus loin dans l'article, il liste également plusieurs dimensions formant la culture stratégique. Il comprend le contexte associé aux menaces de sécurité perçues et au développement technologique, un contenu cognitif puissant associé aux attitudes et croyances, les héritages historiques, et les croyances concernant le rôle de l'armée et des institutions concernées dans le processus décisionnel.

Lantis (2002) étaye son travail par la mention de l'ouvrage *Cultural Realism : Strategic Culture and Grand Strategy in Chinese History* dans lequel Alastair Iain Johnston, professeur à l'Université de Michigan, étudie la culture stratégique chinoise, notamment pendant la période Ming (1368-1644). Il a conclu de son analyse l'existence de deux cultures stratégiques : « l'une constituait un ensemble symbolique ou idéalisé d'hypothèses et de préférences hiérarchisées, et l'autre un ensemble opérationnel qui avait un effet non négligeable sur les choix stratégiques à l'époque Ming. » (Lantis, 2002, p.97, traduction personnelle). Cette conclusion, bien que propre au cas de la Chine sous la dynastie Ming, pourrait être réappropriée pour étudier la culture stratégique nord-coréenne. Mise en lumière de la problématique énoncée précédemment, une distinction entre une dimension symbolique et pragmatique pourrait être une piste pertinente afin d'expliquer l'ambivalence du *juche*.

D'autre part, le chercheur de l'Université de Wooster évoque le concept de culture politique, fortement lié à celui de culture stratégique. Il la définit comme un sous-ensemble de valeurs et croyances d'une société en relation avec le système politique, devenant manifestes à au moins trois niveaux : le niveau cognitif (croyances empiriques et causales), le niveau évaluatif (valeurs, normes, et jugements moraux) et

le niveau affectif ou expressif (attachements émotionnels, schémas d'identité, loyauté, sentiments d'affinité, d'aversion ou d'indifférence) (Lantis, 2002). Plus qu'un outil descriptif, la culture politique sert de filtre séparant les alternatives politiques qui seront retenues ou non par les acteurs prenant les décisions (Lantis, 2002).

Par ailleurs, Alastair I. Johnston (1995) relate dans son article *Thinking about Strategic Culture* comment le terme « culture » prend de l'importance dans le concept de culture stratégique. En effet, écrit-il, les praticiens de ce cadre d'analyse considèrent que les préférences stratégiques des États ont pour racines les expériences formatrices que ceux-ci ont connues. De plus, ces expériences seraient influencées dans une certaine mesure par les caractéristiques philosophiques, politiques, culturelles, et cognitives des États et élites qui les composent (Johnston, 1995). L'auteur (1995) nuance tout de même en indiquant que la culture stratégique ne néglige pas toute explication rationnelle, mais adopte plutôt le point de vue de la rationalité limitée. Ce concept s'oppose donc, selon Johnston (1995), à la position néoréaliste estimant que le passé d'une nation n'a que peu d'importance pour sa stratégie. Le chercheur de l'Université de Michigan (1995) explique alors le défi des études culturalistes : puisque des élites politiques font des choix différents à cause de cultures stratégiques différentes, il est nécessaire d'expliquer pourquoi certains États font des choix similaires malgré des cultures stratégiques différentes.

Johnston (1995) explique également comment le concept a évolué au fil des générations, qu'il attribue au nombre de trois.

La première génération indique-t-il, est celle de Snyder et de son objet d'étude cité précédemment, au début des années 1980. Selon eux, les divergences stratégiques américano-soviétiques peuvent s'expliquer par des variables comme l'expérience historique, la culture politique et la géographie (Johnston, 1995). Parmi les auteurs de cette période, David R. Jones conceptualise l'existence de trois niveaux de culture stratégique : macro-environnemental (géographie), ethnoculturel et historique. Johnston (1995) revient aussi sur les critiques les plus avancées par ses détracteurs : l'accusation de déterminisme est celle qui revient le plus souvent.

La seconde génération, apparue au milieu des années 1980, met quant à elle l'accent, selon Johnston (1995), sur les différences entre ce que les leaders pensent ou disent qu'ils font et les motivations profondes à la base de leurs véritables actions. La culture stratégique est ici perçue comme un outil d'hégémonie politique dans la prise de décision stratégique. (Johnston, 1995). Ce mécanisme concerne surtout les

normes partagées entre élites concernant l'utilisation de la violence, qui servent de base de légitimation à certaines décisions, notamment des doctrines militaires officielles.

La troisième génération, ayant émergé dans les années 1990, se concentre sur l'utilisation des décisions stratégiques comme variables dépendantes (Johnston, 1995). Les variables indépendantes principales sont au nombre de trois, d'après l'auteur (1995) : culture militaire, culture politico-militaire et culture organisationnelle. Cette épistémologie semble donc selon lui moins déterministe que celle de la première génération.

Ce qui oppose les chercheurs de ces différentes générations est la question de la nature contraignante ou non des conceptions culturelles et historiques des États, relate Johnston (1995). En effet, écrit-il, selon la première et la troisième, celles-ci déterminent les choix stratégiques des États, tandis que d'après la seconde, elles sont surtout des instruments de légitimation.

2.2.3 L'identité nationale

Compte tenu de la description apportée ci-dessus, l'identité nationale pourrait alors être une caractéristique majeure de la culture stratégique. Macleod et al. (2004) la définissent comme « un ensemble de croyances, attitudes et opinions à l'égard de soi et de l'autre, partagé par une majorité importante des membres de l'entité nationale en question » (p.9). Il s'agirait donc entre autres, des valeurs, normes, cultures, et perceptions des rôles que son État joue dans les dynamiques politiques mondiales et du statut que celui-ci exprime vouloir occuper parmi la communauté internationale (Macleod et al., 2004). Ce concept serait également divisé en deux dimensions : l'identité interne et externe. La première décrit « la cohésion ou l'uniformité des parties d'un État-nation et, en particulier la façon dont une telle cohésion se manifeste dans la fidélité à l'État-nation » (Macleod et al., 2004, p.9). Quant à la seconde, elle se réfère « au caractère distinct d'un État-nation par rapport aux autres États-nations » (Macleod et al., 2004, p.9).

L'identité nationale pourrait ainsi être une caractéristique majeure de la culture stratégique : elle est liée surtout au niveau évaluatif (valeurs et normes nationales) et expressif (sentiment de loyauté et affinité envers une certaine idée nationale et aversion envers des ennemis historiques). Les auteurs (2004) lient également sécurité et identité en considérant la seconde comme un objet référent de la première.

En outre, Macleod et al. (2004) conçoivent l'identité nationale à travers différentes approches théoriques en relations internationales. Parmi les approches critiques et rationalistes, celle qui retiendra une attention particulière quant au sujet de ce travail est celle du constructivisme dominant. En ce qui concerne cette approche, le lien entre identité et sécurité est très clair. De plus, les partisans de ce point de vue affirment que les identités, tout comme la culture, sont à la base des intérêts, notamment sécuritaires, des États. L'accent est aussi mis sur la structure internationale, qui « détermine le comportement des États en façonnant les perceptions qu'ils ont du monde et de leur rôle dans ce monde » (Macleod et al., 2004, p.16). Alexander Wendt, mentionné dans l'article, déclare que ces perceptions interagissent constamment avec celles des autres États.

Par ailleurs, l'identité nationale peut également se décliner en identité de rôle : il s'agit, selon Baranets et al. (2019), « des propriétés qui caractérisent les relations d'un État avec les autres États » (p.328). Par exemple, certains États peuvent en percevoir d'autres comme hégémoniques, satellites d'une puissance étrangère, etc. (Baranets et al., 2019)

2.2.4 Le juche

Afin d'analyser la politique étrangère de la Corée du Nord, il convient naturellement de définir au préalable ce qu'est le *juche*. Pascal Dayez-Burgeon (2012), normalien, agrégé d'histoire et spécialiste des deux Corées, rapporte l'origine étymologique de ce mot. Il signifie « le sujet par opposition à l'objet » ou encore « l'homme libre et indépendant ». C'est probablement sur cette base que Kim Il-sung a déclaré, en utilisant pour la première fois ce terme lors d'un discours en 1955 : « Le *juche*, c'est la révolution » (Kim, 1955, cité dans Dayez-Burgeon, 2012). Juliette Morillot et Dorian Malovic (2016) enrichissent cette explication en mentionnant que dans le langage courant, ce mot peut se traduire par *jucheseong*, signifiant « autonomie », « indépendance » ou « initiative ». Plus qu'une volonté d'autonomie, les deux auteurs (2016) l'affirment : cette idéologie est empreinte de nationalisme ethno-culturel, associée à la figure ancestrale coréenne Dangun.

De manière concrète, le *juche* se définit d'abord comme une idéologie constituant les bases et les fondations du régime nord-coréen (Malovic & Morillot, 2016). Cette indépendance s'exprime selon trois piliers : le *chaju* (l'indépendance politique et diplomatique), le *charip* (l'indépendance économique) et le *chawi* (l'indépendance militaire).

Des raisons historico-politiques semblent expliquer l'émergence et l'adoption de cette doctrine. Erik Van Ree (1989) identifie deux causes. D'une part, la Corée, nouvellement indépendante, est devenue dès 1895 le « terrain de jeu » de la Chine, du Japon, des États-Unis, de la Russie, et de la Grande-Bretagne. Les différentes élites de la région s'étaient alignées sur les grandes puissances citées ci-dessus, mais le résultat de ce choix se rapprochait plutôt d'une exploitation unilatérale par ces dernières. Ensuite, les différentes ingérences soviétiques dans les affaires politiques et culturelles du pays à la suite de la Seconde Guerre mondiale ont exacerbé une volonté historique coréenne de ne pas être perçu comme servile, même envers l'URSS. D'autre part, la lutte entre les Coréens soviétiques et les « juchéens », menés par Kim Il-sung, en 1956, a débouché sur une victoire de ce dernier. Les partisans du modèle soviétique ayant échoué leur tentative de coup d'État ont été exclus du parti et leur leader Pak Ch'ang-ok contraint à l'exil. L'assise de Kim Il-sung sur le pouvoir fut également consolidée par Moscou, qui ne souhaitait plus soutenir directement les partis communistes pro-soviétiques étrangers (Van Ree, 1989). Présenté de cette manière, le *juche* apparaît comme une idéologie puissante, aux racines fermement ancrées dans la politique interne nord-coréenne.

L'analyste de l'Agence suédoise de recherche en défense, Louise Waldenström (2005), affirme que la formation du *juche* en trois piliers s'est déroulée progressivement, de 1955 à 1962. Plus encore, ces composantes sembleraient s'être formalisées dans des circonstances particulières. Un tableau de l'université de Yonsei partagé dans l'analyse de Waldenström relate ce phénomène.

En premier lieu, l'indépendance économique a été intégrée dans le système idéologique nord-coréen dans un contexte de réduction de l'aide internationale et de problèmes d'application du plan économique quinquennal, vers 1956 (Waldenström, 2005). En ce qui concerne le *chaju*, il s'inscrit dans la lutte contre le factionnalisme notamment prochinois et prosoviétique (Waldenström, 2005). Quant à l'indépendance militaire, l'analyste suédoise (2005) explique qu'elle émerge dans un contexte dans lequel la Corée du Nord assiste au début de la phase de coexistence pacifique entre les États-Unis et l'URSS ainsi que la détérioration des relations sino-soviétiques. Cette lecture historique semble pointer du doigt la construction du *juche* comme une réponse à des changements dans l'environnement dans lequel évoluait la Corée du Nord. Cependant, il reste encore à déterminer si cette dynamique a continué pendant le mandat de Kim Jong-il et de Kim Jong-un. Ce concept sera détaillé en profondeur et

mis en lumière des perspectives des deux derniers dirigeants nord-coréens afin de procéder à une analyse bien plus approfondie.

2.3 Synthèse

La réflexion théorique produite ci-dessus semble refléter la pertinence du paradigme théorique constructiviste. Il est légitime de penser que le régime nord-coréen est fondé sur une structure idéelle dominante incarnée par le *juche* et dans ce cas, une grille d'analyse basée sur la construction des discours paraît plus qu'appropriée. L'état de l'art constitué précédemment forme donc l'ossature théorique qui sera mobilisée pour étudier la politique étrangère nord-coréenne depuis 2000 jusqu'en 2024. La courte définition et histoire du *juche* servent quant à elles de base nécessaire à la discussion future de cette notion dans ce travail. La sécuritisation révélera son utilité dans l'analyse des discours de Kim Jong-il et Kim Jong-un. Quant à la culture stratégique, elle permettra de mettre en lumière les liens entre les racines historiques et culturelles nord-coréennes et la politique étrangère de la Corée du Nord.

3 Analyse du mandat de Kim Jong-il

3.1 La formulation du *juche* selon Kim Jong-il

3.1.1 *On the Juche Idea* (1982)

Afin de comprendre quelle perception avait Kim Jong-il du *juche*, il est nécessaire de consulter des sources primaires, à savoir des discours et des ouvrages, pour comprendre l'idéologie qu'il promeut. Une introduction idéale à ce sujet semble être le traité « *On the Juche Idea* » (1982) attribué au dirigeant nord-coréen lui-même, si l'on en croit les informations de la couverture. Il est possible qu'une équipe d'idéologues ait pu contribuer partiellement ou totalement à la rédaction de cet ouvrage, mais il reste essentiel pour comprendre l'interprétation officielle de cette doctrine. À défaut de connaître l'identité de l'auteur, ce travail considérera Kim Jong-il comme rédacteur par défaut. Il faut également insister sur le fait que cet ouvrage s'éloigne du cadre spatio-temporel de notre analyse. D'autres sources plus récentes devront être étudiées en vue d'obtenir une approche globale. La nature propagandiste et émotionnelle de cet écrit doit également être mentionnée, accentuant le risque de désinformation. Ces modalités prévaudront pour une grande partie des sources primaires qui seront analysées dans ce travail.

Tout d'abord, Kim Jong-il commence par expliquer l'origine de la création de son concept. Selon lui (1982), il est nécessaire de remonter au début de la « révolution coréenne » (une lutte continue pour l'indépendance), pendant laquelle il fut nécessaire que le peuple coréen « fraye le chemin de la révolution de manière indépendante et créative » (p.8, traduction personnelle). En cela, il critique ardemment les communistes pro-soviétiques et nationalistes qui « ont suivi les pratiques maléfiques de la servitude et du conflit factionnel ayant mené le pays à la ruine dans le passé » (Kim, 1982, p.9, traduction personnelle). Cet éloignement du marxisme-léninisme classique est tant historique que conceptuel, puisqu'il explique que « le leader » ne s'est pas restreint à appliquer ce premier à la révolution coréenne mais fut le pionnier d'une nouvelle théorie révolutionnaire (Kim, 1982, p.11)

Ensuite, Kim Jong-il établit les principes philosophiques de la notion du *juche*. Il le définit comme une pensée philosophique centrée sur l'homme, ce dernier étant maître et décideur de tout (Kim, 1982). Ce concept serait composé de trois caractéristiques : l'indépendance, la créativité et la conscience. En premier lieu, l'indépendance est « la vie, l'âme de l'homme, l'être social (...), cela signifie l'intégrité sociale et politique » (Kim, 1982, p.14, traduction personnelle). En second

lieu, la créativité, mentionnée précédemment, est « l'attribut de l'homme social qui transforme le monde et façonne sa destinée de manière consciente et significative » (Kim, 1982, p.14, traduction personnelle). En troisième lieu, la conscience est « l'attribut de l'homme social, déterminant ses efforts pour comprendre et refaçonner le monde et lui-même » (Kim, 1982, p.14, traduction personnelle). C'est dans la partie suivante, « les principes directeurs de l'idée du *juche* », que l'auteur introduit les trois composantes principales de cette doctrine, à savoir le *chawi*, *charip* et *chaju*.

Néanmoins, il débute d'abord ce chapitre en affirmant la nécessité que les Coréens connaissent leur propre histoire, culture et économie afin de pouvoir établir réellement le *juche* (Kim, 1982). Cette injonction rappelle le concept de culture stratégique et lie le *juche* à l'histoire du peuple coréen. Une exploration plus profonde de ce lien permettra une meilleure compréhension des implications qu'il produit.

Ainsi, parmi les trois sous-concepts mentionnés, le document présente d'abord l'indépendance politique. Le fondement de cette idée est alors expliqué : « céder aux pressions étrangères ou tolérer des interventions étrangères rendrait impossible la maintenance de la consistance des principes [du *juche*] et mènerait la révolution et la construction à l'échec » (Kim, 1982, p.42, traduction personnelle). Autrement dit, l'indépendance politique est, pour Kim Jong-il, un enjeu de cohérence axiologique et idéologique, vital à l'esprit du régime.

L'autosuffisance économique est quant à elle abordée comme une situation pouvant apporter des bienfaits transversaux à l'État, comme l'indépendance politique, militaire et une augmentation de la qualité de vie des habitants (Kim, 1982). L'auteur (1982) précise tout de même qu'autosuffisance ne signifie pas isolation : elle s'oppose à la soumission étrangère mais n'exclut pas la coopération économique internationale, en particulier avec les États socialistes et émergents.

En ce qui concerne l'indépendance militaire, elle est présentée comme un enjeu de souveraineté. Kim Jong-il (1982) poursuit : « la meilleure manière de préserver l'indépendance nationale, la paix, et de gagner la cause révolutionnaire est de contrer la guerre impérialiste d'agression avec la guerre de libération, répondre à la violence contre-révolutionnaire par la violence révolutionnaire, et toujours réagir aux actions d'agression et de guerre impérialistes en étant totalement préparé » (Kim, 1982, p.49, traduction personnelle).

Enfin, ce document se conclut par un chapitre portant sur ce qui est appelé la « méthode créative ». L'auteur développe cette dernière en trois points. En premier lieu, il s'agit d'une méthode basée sur les masses populaires, considérées comme les « forces décisives de la révolution et de la construction » (Kim, 1982). En second lieu, Kim Jong-il affirme un élément déterminant. Dans cette sous partie concernant la priorité à l'idéologie, le dirigeant déclare « dans la révolution et la construction, il faut établir la priorité à l'idéologie et au travail de remodelage de l'idéologie et du travail politique afin de réveiller et activer les consciences des masses » (Kim, 1982, p.60, traduction personnelle). Cette citation semble déjà anticiper, au regard des prochains éléments d'analyse, la nature flexible du *juche* ainsi que sa capacité à être façonnée par des éléments externes, plutôt historiques et culturels. Kim Jong-il poursuit en ce sens en développant l'idée que le mouvement révolutionnaire doit résoudre ses problèmes en s'adaptant à la réalité et aux conditions spécifiques du pays (Kim, 1982).

La dernière partie, appelée « l'importance historique du *juche* » met l'accent sur le lien entre le *juche* et la révolution coréenne. Selon l'auteur (1982), cette idéologie a été mise en place pendant cette dernière et fut le facteur décisif ayant mené à sa victoire. Il semble pertinent d'analyser ce chapitre comme une légitimation du *juche* comme étant une doctrine ayant « libéré » le peuple coréen. Encore faudrait-il vérifier dans un travail plus approprié la validité de cette affirmation. Néanmoins, cette dernière, utilisée comme propagande, n'a en réalité que peu d'importance puisque la propagande nord-coréenne est elle-même constituée de mythes, comme celui de Dangun et du mont Paektu, par exemple.

En conclusion, *On the Juche Idea* pose les bases de la définition du *juche* en tant qu'idéologie nationaliste, communiste mais surtout modulable. Kim Jong-il semble considérer le *juche* comme un guide idéologique mais adaptable aux différents contextes dans lesquels la Corée du Nord évolue ainsi qu'un outil de légitimation construit historiquement par les expériences vécues par le peuple coréen.

3.1.2 Le Kangsung Taeguk

En 1998 est proclamé le *Kangsung Taeguk* : une stratégie d'orientation adoptée après le changement de structure gouvernementale introduit par la Constitution Kimilsung (Waldenström, 2005). D'après cette dernière (2005), il s'agit d'une stratégie visant à transformer la Corée du Nord en « un État inébranlable idéologiquement, puissant militairement, et prospère économiquement » (p.23, traduction personnelle). La méthode est la suivante : la concentration sur les affaires

militaires, et une fois seulement que ces enjeux sont sécurisés, l'État peut donner la priorité à la croissance économique (Waldenström, 2005).

L'auteure (2005) poursuit en établissant un lien entre le *Kangsung Taeguk* et le *juche* en affirmant tout d'abord qu'il s'agit du développement le plus important de l'idéologie nord-coréenne depuis la conception du *juche*. L'objectif de cette stratégie est d'assurer la pérennité du système socialiste juchéen de la Corée du Nord dans un environnement perçu comme de plus en plus hostile à l'existence d'un tel État (Waldenström, 2005). En somme, le *Kangsung Taeguk* transforme la pensée du *juche* en une politique basée sur la force militaire et la dissuasion (Waldenström, 2005).

3.1.3 *The Songun-Based Revolutionary Line is a Great Revolutionary Line of Our Era and an Ever-Victorious Banner of Our Revolution* (2003)

Ce traité est un texte attribué à Kim Jong-il dans lequel il décrit sa perception du *songun*, doctrine considérée comme un prolongement du *juche* (Malovic & Morillot, 2016), définie par les autorités nord-coréennes comme « un mode de gouvernement socialiste (...) consistant à donner priorité à l'aspect militaire dans les affaires de l'État » (Naenara, cité dans Malovic & Morillot, p.89, 2016). Ce concept semble directement lié au *Kangsung Taeguk*. Ce dernier serait probablement l'objectif à atteindre tandis que le *songun* serait la méthode à adopter en vue d'y parvenir.

Bien que ce texte ne se concentre pas sur le *juche*, ce présent traité reste pertinent. En effet, le *songun* peut être considéré comme une politique mais aussi un discours pouvant offrir un cadre à la politique étrangère nord-coréenne. En ce sens, ce texte, publié en 2003, peut fournir des explications sur la gestion nord-coréenne des défis tels que la fin du soutien soviétique ou le début des *six-party talks* sur la dénucléarisation de Pyongyang. Ces événements de politique internationale seront analysés dans la partie suivante.

3.1.4 *The Democratic People's Republic of Korea is a Juche-Oriented Socialist State with Invincible Might* (2008)

Ce document, attribué une nouvelle fois à Kim Jong-il et publié trois ans avant sa mort, apporte deux éléments intéressants : la mise en évidence de l'histoire du peuple coréen et l'incorporation du *songun* dans le *juche*.

Tout d'abord, Kim Jong-il (2008) rappelle la lutte coréenne contre la domination japonaise, et la guerre de Corée, qu'il considère comme une agression américaine et impérialiste en dressant le portrait de Kim Il-sung comme un héros ayant permis de créer un État socialiste.

Ensuite, le texte relate le contexte de l'effondrement de l'Union soviétique comme un climat de méfiance profonde envers les puissances occidentales : « En tirant parti de la chute du socialisme dans plusieurs pays, les impérialistes et réactionnaires ont clamé la fin du socialisme, dirigeant leur attaque contre notre république, portant plus haut que jamais la bannière du socialisme » (Kim, 2008, p.6, traduction personnelle). Par la suite, un passage révèle également la perception nord-coréenne des valeurs portées par le *soft power* américain : selon le dirigeant (2008), les concepts de « défense des droits de l'homme » ou de « démocratie » ne sont que des sophismes servant à cacher les ambitions hégémoniques des États-Unis.

En outre, le caractère vital du *juche* est réaffirmé, et la réussite de sa maintenance au cours des dernières années est scandée : « En tenant fermement aux principes du *juche* (...), nous nous sommes résolument opposés au culte des grandes puissances, le dogmatisme et toutes les autres idées prônant la dépendance envers des forces extérieures, et avons catégoriquement rejeté toute forme d'intervention et de pression de la part des réactionnaires impérialistes et d'autres forces étrangères » (Kim, 2008, p.13, traduction personnelle).

L'auteur (2008) aborde dans la partie suivante les accusations d'isolation et de fermeture du pays par les puissances occidentales et les dément. En effet, il affirme que la Corée du Nord entretient des relations respectueuses avec beaucoup d'États et que les réformes demandées par les pays capitalistes sont des tentatives de destruction du socialisme (Kim, 2008). Cet élément renforce la dynamique de méfiance déjà observée, qui pourrait tout autant être comprise comme une application rigide de l'indépendance politique. Cette idée est développée plus loin dans le texte, lorsque Kim Jong-il appelle à rester vigilant face aux « tentatives ennemies de briser notre position politique et idéologique » (Kim, 2008, p.22, traduction personnelle)

Enfin, le *songun* est présenté comme une politique enracinée dans le *juche*, et justifiée historiquement en la définissant comme un prolongement d'une lutte pour l'indépendance nationale : « l'histoire des activités révolutionnaires du Président Kim Il-sung est l'histoire du leadership basé sur le *songun* » (Kim, 2008, p. 17, traduction personnelle).

3.1.5 Les déclarations communes du Nouvel An

À chaque nouvelle année, à peu d'exceptions près, la *Korean Central News Agency*, l'agence de presse officielle du régime, relaie une « déclaration commune du Nouvel An ». Il s'agit de déclarations courtes, publiées dans les journaux officiels du régime comme le *Rodong Sinmun*, résumant les événements de l'année précédente et les objectifs à venir, avec un ton patriotique et idéologique. Toutefois, analyser l'ensemble des déclarations faites sous le mandat de Kim Jong-il apporterait probablement peu de valeur ajoutée à ce mémoire, sachant que celles-ci semblent moins riches analytiquement que les traités du leader. En ce sens, ce travail abordera les documents des années 2000, 2003 et 2009. La raison expliquant ce choix relève d'une tentative de lier les événements de politique étrangère significatifs avec les lignes politiques annoncées dans ces textes.

En ce qui concerne celui de l'année 2000, l'élément le plus frappant est probablement l'appel explicite du régime à maintenir une grande importance à l'idéologie, aux armes et à la science, considérées comme des piliers d'une nation puissante incarnant le *juche* (KCNA, 2000). Cette référence à la science, peu présente dans les ouvrages du dirigeant, pourrait être liée au contexte de nucléarisation militaire du pays. L'auteur de cette déclaration continue en ce sens, mettant en évidence la nécessité d'une science basée sur le *juche* et le défi de « régler des problèmes technologiques et scientifiques urgents dans la construction d'une nation puissante » (KCNA, 2000, traduction personnelle)

Le second document, publié en 2003, porte l'emphasis sur l'année précédente, perçue par le régime comme une année de victoire historique, pourtant caractérisée par des tensions internationales avec les États-Unis et la Corée du Sud. Le texte continue ensuite par une référence au *songun* : « La campagne menée cette année (...) constitue une lutte louable visant à appliquer de manière globale l'idée et la ligne fondées sur le *juche*, qui accordent la priorité absolue à l'armée dans tous les domaines de la politique, de l'économie et de la culture » (KCNA, 2003, traduction personnelle). Cette phrase laisse à penser, au regard de l'analyse, que le *songun* fait désormais intégralement partie du *juche*.

La troisième déclaration, quant à elle publiée en 2009, est bien plus longue et riche en thématiques. D'abord, la politique du *songun* est une nouvelle fois révérée : l'auteur appelle son propre pays « la Corée *Songun* », incorporant à un cran supplémentaire cette doctrine dans l'identité nord-coréenne (KCNA, 2009). Cette

dernière est d'ailleurs décrite comme un moyen de garantir « la construction d'une nation socialiste prospère » (KCNA, 2009, traduction personnelle). Ensuite, les autorités nord-coréennes abordent le sujet de l'industrie, plus particulièrement de celle du métal. En effet, l'objectif affiché dans le texte est : « d'augmenter de manière décisive la production de fer par la méthode *juche* et ravitailler de manière concentrée [cette industrie] en électricité, carburant et matières premières (...) » (KCNA, 2009, traduction personnelle). Le document qualifie ensuite le mode opératoire à adopter : une méthode collectiviste et indépendante est, selon l'auteur, la meilleure voie possible (KCNA, 2009). En outre, le sujet de la réunification apparaît, et une opinion ferme est affichée. Effectivement, le régime semble exprimer un soutien clair à la déclaration jointe du 15 juin issue du sommet intercoréen de l'année 2000, encourageant une réunification coréenne basée sur la coopération (Ministère de la Réunification de la République de Corée, 2007). Cependant, le régime nord-coréen avertit sur ce qu'il qualifie de manœuvres d'anti-réunification, « imprégnées d'une servilité pro-américaine et d'une hostilité envers leurs compatriotes » (KCNA, 2009, traduction personnelle). Enfin, la question de l'arme nucléaire, semble devenir de plus en plus explicite, puisque la politique étrangère nord-coréenne indépendante, selon Kim Jong-il, consisterait en la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Après analyse de ces trois textes, le lecteur avisé pourrait déjà voir quelques contradictions. Quoiqu'il en soit, des éléments semblent sortir du lot : la prévalence du *songun*, son intégration dans un *juche* toujours aussi présent dans les discours officiels, et des objectifs économiques, industriels et technologiques semblant traduire quelques inquiétudes de la part des autorités nord-coréennes.

En somme, Kim Jong-il exhibe la définition d'un *juche* porté sur sa base doctrinale : l'indépendance politique, économique et militaire. Comme évoqué précédemment, le leader nord-coréen croit en un *juche* pouvant être remodelé. Il reste néanmoins à établir un lien clair entre l'évolution de cette perception du *juche* avec les évolutions de la politique étrangère.

3.2 Événements de politique internationale

Cette sous-partie se consacrera à la synthèse empirique des événements de politique internationale survenus de 2000 à 2011, pendant le mandat de Kim Jong-il. Une analyse à la lumière de concepts théoriques sera réalisée dans la partie suivante, qui comportera également la vérification des deux hypothèses mentionnées au début du mémoire.

3.2.1 Le sommet intercoréen de 2000

Le deuxième millénaire dans la péninsule coréenne commença de manière plutôt étonnante avec la tenue du premier sommet intercoréen, en juin 2000. Kim Dae-jung, président de la République de Corée, et Kim Jong-il, président de la République Démocratique Populaire de Corée, se sont rencontrés à Pyongyang. Cet événement est souvent considéré comme historique puisqu'il s'agit de la première rencontre formelle entre les deux dirigeants de part et d'autre de la frontière depuis 1945. Certains observateurs affirment que ce sommet permet à Pyongyang de rompre avec la réputation de « royaume ermite », qui lui était souvent attribuée (Kim, 2001). L'initiative de cette rencontre provient du dirigeant sud-coréen et s'inscrit dans sa « sunshine policy » (O'Neil, 2010). Cette dernière peut être définie comme une politique de dialogue et de coopération entre les deux États. Elle est basée sur trois piliers : aucune tolérance pour la provocation armée d'une quelconque manière, aucune unification par absorption « à l'allemande » et soutien à une promotion active de la coopération intercoréenne (Kim, 2001).

Lors de la Déclaration de Berlin en mars la même année, Kim Dae-jung s'était adressé aux Nord-coréens pour leur garantir leur sécurité et leur offrir un soutien dans l'arène internationale ainsi qu'une aide au redressement économique (Kim, 2001). En effet, cela faisait à ce moment-là environ deux ans que le pays était sorti de sa Grande Famine, ayant causé la mort de 600 000 à 1 million d'individus (Hagard & Nolan, 2007). Cependant, cette proposition du Sud était conditionnelle : « pour réaliser une collaboration économique significative, les infrastructures sociales, comme les autoroutes, ports, chemins de fer, et installations électriques doivent être étendus », expliquait Kim Dae-jung (Kim, 2001, p.14). Jusqu'à cette déclaration, Pyongyang adoptait une « double diplomatie ». Cette offre entre en tension avec l'idéologie du *juche* : l'idée d'investissement étranger dans des secteurs aussi critiques que l'énergie ou les transports serait, selon cette doctrine, un danger. Samuel S. Kim (2001) relevait que d'une part, le régime nord-coréen critiquait la politique sud-coréenne en la qualifiant de « sunburn policy », mais d'autre part, que la Corée du Nord mendiait l'aide internationale en vue d'obtenir le plus grand nombre de concessions de la part de pays étrangers. Selon ce même professeur de sciences politiques (2001), cela serait ce deuxième élément qui aurait poussé Kim Jong-il à accepter ce sommet en dépit de la tension idéologique évidente. Pyongyang a

cependant explicité dans le journal *Rodong Sinmun* que cette rencontre n'aurait lieu que si Séoul se comporte de manière alignée avec ses positions (KCNA Watch, 2000).

L'expert australien Andrew O'Neil (2010) identifie plusieurs autres facteurs ayant poussé le régime nord-coréen à approuver ce sommet. Premièrement, le régime a joué sur le pari de l'élection de Georges W. Bush à la présidentielle américaine de 2001. Issu du parti républicain, il fut considéré comme peu enclin à vouloir s'engager dans les affaires coréennes, laissant une plus grande marge de manœuvre à Pyongyang dans de futures négociations (O'Neil, 2010). Deuxièmement, ce sommet permettrait à la Corée du Nord de s'afficher comme un pays ouvert à la création de relations diplomatiques constructives et *in fine*, recevoir encore plus d'aides économiques. Enfin, Kim Jong-il avait achevé la consolidation de son autorité absolue dans la hiérarchie nord-coréenne en éliminant tout risque de factionnalisme afin de pouvoir entreprendre une telle politique étrangère perçue comme réformiste (O'Neil, 2010). Ce que plusieurs chercheurs appellent la « politique de mendicité », semble également entrer en confrontation avec le *juche*, puisque ces dynamiques pourraient créer une dépendance accrue à des agents étrangers.

Les deux Corées sont parvenues à trouver un accord : la déclaration commune Nord-Sud du 15 juin. Ce texte, signé par les deux parties, est composé de cinq articles :

- Résolution du problème de l'unification indépendamment d'influences externes ;
- Synthèse des propositions sud-coréennes de confédération et nord-coréennes de fédération ;
- Recherche d'une solution concernant la séparation des familles lors de la division de la péninsule avant le 15 août 2000 ;
- Développement de liens économiques plus étroits et renforcer la confiance mutuelle par la coopération et échanges « dans tous les domaines » ;
- Un accord sur la nécessité d'engager le dialogue le plus tôt possible afin de mettre en œuvre les quatre points précédents.

(BBC News Online, 2000, cité dans O'Neil, 2010).

Ce document, d'abord acclamé dans l'euphorie du moment, sera en rétrospective critiqué pour sa vacuité et son manque d'ambition. Andrew O'Neil (2010) souligne qu'en comparaison avec la déclaration commune de 1991, ce texte n'apporte aucun nouvel élément par rapport à son prédécesseur, qui appelait lui à la reconnaissance des systèmes mutuels et à la non-utilisation de la force entre les deux

Corées (O'Neil, 2010). De plus, il remarque une nouvelle émergence d'engagements alors que ceux des déclarations communes de 1972 et 1991 n'avaient pas été complètement honorés. D'ailleurs, ce document ne traite aucunement de questions sécuritaires et militaires, même en vue de réduire les tensions diplomatiques. (Kim, 2001). Enfin, bien que la déclaration de juin 2000 ne traite que de cinq articles, ceux-ci sont considérés comme bien trop larges et distincts pour favoriser une mise en œuvre efficace (Kim, 2001).

3.2.2 Les six-party talks

En 1993, Pyongyang a annoncé son intention de se retirer du Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP) (Lee, 2009), soulevant des interrogations sur la sécurité nucléaire en Asie de l'Est. Cette décision va contribuer à la conclusion de l'*Agreed Framework* en 1994 conclu entre les États-Unis et la Corée du Nord visant à suspendre le programme nucléaire nord-coréen en échange d'une aide énergétique accrue de la part de Washington (The Korean Peninsula Energy Development Organization, 1994). Cependant, la crise de 2002 constituera l'impulsion qui mènera aux négociations multilatérales sur le nucléaire militaire nord-coréen de 2003 à 2007 : les *six-party talks*.

En effet, Cossa et al. (2005) rapportent que pendant sa visite en Corée du Nord, l'Assistant Secrétaire d'État pour les Affaires est-asiatiques et pacifiques James Kelly a confronté les autorités nord-coréennes. Celui-ci a accusé Pyongyang de se procurer les matériaux nécessaires pour entreprendre un programme d'enrichissement en uranium, accablant le régime de différentes preuves. Selon les autorités américaines, Pyongyang aurait avoué l'existence de ce programme.

Le journal suisse Le Temps a pu interviewer en 2003 So Se-pyeong, représentant permanent adjoint de la Corée du Nord à Genève. Ce dernier affirme : « Il ne s'agit ni d'une escalade ni d'un chantage. Nous avons juste tiré les conséquences du non-respect par les États-Unis de l'accord-cadre de 1994 » (Werly, 2003). Le représentant nord-coréen explique que l'administration Bush n'aurait pas honoré ses promesses de livraison de fioul et de construction de centrales nucléaires civiles (Werly, 2003). La suite de l'argumentaire semble bien plus idéologique que contractuelle. Il poursuit : « Il a ni plus ni moins exigé le démantèlement de notre régime. (...) Nous avons donc répliqué que nous n'avions rien à ajouter et nous avons réaffirmé notre droit souverain à posséder des armes aussi puissantes que celles de nos adversaires » (Werly, 2003). Dans les faits, le diplomate nord-coréen souligne un réel

retard de la mise en opération des réacteurs civils, néanmoins, les États-Unis ont bel et bien livré du carburant jusqu'à la crise de 2002 (Davenport, 2022).

Selon Alexandre Zhebin (2012), les États-Unis ont revendiqué avoir honoré leurs obligations tout en accusant la Corée du Nord d'avoir fait le contraire. Cependant, il explique que Pyongyang avait gardé ses infrastructures nucléaires gelées jusqu'en 2002, et que la fin de cette politique relevait de ce qui semble être un agacement nord-coréen (Zhebin, 2012). En effet, les représentants américains auraient délibérément retardé la construction du réacteur à eau légère en espérant une chute du régime (Zhebin, 2012). Ce dernier (2012) ajoute même que les États-Unis n'auraient ni fourni de garanties formelles de sécurité, ni entrepris de démarches de normalisation des relations politiques et économiques, comme le réclamait Kim Jong-il. Bien que Alexander Zhebin soit un universitaire reconnu, spécialisé dans les affaires coréennes, la déontologie scientifique impose de mentionner son passé de diplomate pour l'Union soviétique : une fonction qui invite à placer ses interprétations dans une vision géopolitique russe.

Quoiqu'il en soit, la *Central Intelligence Agency* (CIA) estimait à ce moment-là que la Corée du Nord avait développé au moins une à deux armes nucléaires et avait les ressources nécessaires pour en développer huit à neuf supplémentaires (Cossa et al., 2005). Les actions de Pyongyang ne furent pas que discursives mais aussi concrètes. Lorsque la *Korean Peninsula Energy Development Organization* (KEDO) arrêta ses livraisons de carburant, les autorités nord-coréennes renvoyèrent les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et supprimèrent leurs installations tout en annonçant un plan de redémarrage du réacteur nucléaire de Yongbyon (Cossa et al., 2005).

L'*Arms Control Association* (2022), plutôt antiprolifération et pro-diplomatie, impute aux deux parties la violation de l'*Agreed Framework*. Selon l'association, les démarches d'enrichissement d'uranium auraient débuté entre 1997 et 1999 et la mise en opération des centrales était prévue pour 2008, bien après les mesures nord-coréennes contre l'AIEA. En conclusion, bien que la Corée du Nord ait pu ressentir un manque d'implication de la part de Washington, la reprise de son programme nucléaire ne semble pas pouvoir être attribuée au non-respect des États-Unis de l'*Agreed Framework*. Également en 2002, le président Bush inclut la Corée du Nord dans « l'axe du mal », catégorie contenant des pays supposés soutenir le terrorisme et contre lesquels les États-Unis s'octroyaient le droit de mener des attaques préventives et

préemptives, comme le prévoit le *National Security Strategy* publiée la même année. Afin de ne pas aggraver la crise, quelques initiatives diplomatiques seront déployées.

Tout d'abord, l'administration Clinton avait déjà créé dans le passé le *Trilateral Coordination and Oversight Group* (TCOG) comprenant les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud. L'objectif était déjà de trouver une solution adaptée au problème du nucléaire nord-coréen. Cette organisation trilatérale, selon Cossa et al. (2005), s'était déjà révélée efficace : les trois pays parvenaient à parler d'une seule voix et à mettre de côté leurs divergences. Lors d'une réunion de l'*Asia Pacific Economic Cooperation* (APEC) en 2002, Kim Dae-jung, Koizumi Junichiro et George W. Bush ont appelé à un démantèlement du programme nucléaire militaire nord-coréen, « de manière prompte et vérifiable » (Cossa et al., 2005). Dans ce même sillage, lors d'une rencontre dans la capitale américaine, le triangle Washington-Tokyo-Séoul rappela une nouvelle fois en 2003 leur objectif de dénucléarisation (Cossa et al., 2005).

L'administration Bush profita de cette occasion pour annoncer qu'elle n'avait « pas l'intention d'envahir la Corée du Nord » et qu'elle « était prête à discuter avec elle à propos de la manière selon laquelle elle répondra à ses obligations devant la communauté internationale » (Cossa et al., 2005). C'est pendant cette même année que Pyongyang officialisa sa sortie du TNP. Peu après cette décision, les soutiens de Pékin et de Moscou au TCOG ainsi que l'accord sur la nécessité de la présence de Séoul et Tokyo dans les négociations conduiront à la création des *six-party talks* (Cossa et al., 2005). Avant le début de ce processus, la Corée du Nord avait clarifié la nécessité de la construction de relations diplomatiques avec les États-Unis comme condition *sine qua non* du démantèlement de son programme (KCNA, 2003 cité dans Pacheco Pardo, 2014). Plus encore, le professeur de relations internationales Ramon Pacheco Pardo (2014) affirme que cette occasion était perçue par le régime comme un moyen d'obtenir à terme une éventuelle normalisation.

Les *six-party talks*, incluant les États-Unis, la Corée du Nord, la Corée du Sud, le Japon, la Russie et la Chine, furent constitués de différentes phases. La première phase fut marquée par une demande américaine que Pyongyang accepte une dénucléarisation « à la libyenne », un modèle accepté par Mouammar Khadafi : l'abandon du programme nucléaire en échange de relations économiques normalisées avec la communauté internationale (Cossa et al., 2014). Cette proposition fut rejetée, et aucune avancée significative ne semble avoir été acquise. Peu après ces discussions,

lors d'une interview, le président Bush a cependant précisé que son gouvernement était prêt à garantir de façon écrite que les États-Unis ne lanceraient aucune attaque contre la Corée du Nord (Pacheco Pardo, 2014).

La seconde phase de négociations ne parvint pas à trouver de solutions satisfaisantes. Cependant, lors de la troisième phase, Pyongyang annonça lors d'une conférence de presse que le pays serait prêt à geler son programme en échange du retrait de son nom dans la liste des pays soutenant le terrorisme (Pacheco Pardo, 2014). Cette demande ne semblera pas avoir eu d'écho puisque le régime n'insistera plus sur cette proposition jusqu'en 2006 (Pacheco Pardo, 2014). Plusieurs solutions seront formulées notamment de la part des États-Unis et des deux Corées mais aucune ne sera vraiment retenue (Cossa et al., 2014). Durant les réunions qui suivirent, le régime demanda, en plus de la normalisation, une nouvelle implémentation de l'*Agreed Framework* (Pacheco Pardo, 2014). Le régime était toujours méfiant et malgré les tentatives de réassurance de l'administration Bush, la possibilité d'une attaque américaine n'avait pas été écartée par le parti (Pacheco Pardo, 2014). Ramon Pacheco Pardo (2014) relate également l'épisode de l'année 2005. Dans un message au Sénat, la secrétaire d'État Condoleezza Rice catégorisa la Corée du Nord comme « avant-poste de tyrannie », un message interprété par les autorités nord-coréennes comme un refus de coopération. Un mois plus tard, le régime juché en annonçait la suspension de sa participation aux discussions pour une durée indéfinie (Cossa et al., 2014).

La quatrième phase de négociations fut caractérisée par le retour de la Corée du Nord à la table des négociations et une nouvelle proposition de sa part : l'abandon du programme nucléaire en échange d'une normalisation des relations diplomatiques avec les États-Unis (Pacheco Pardo, 2014). Ces derniers indiquèrent « qu'ils n'étaient pas opposés à la normalisation des relations diplomatiques, une fois que Pyongyang aura démantelé son programme nucléaire » (Pacheco Pardo, 2014). Cette offre sera rejetée par la Corée du Nord.

L'*Arms Control Association* (2022) explique que la cinquième phase de 2006 sera quant à lui marqué par les sanctions commerciales américaines sur la Corée du Nord. L'indignation à Pyongyang provoquée par cette décision entraînera un nouveau boycott des négociations, et un premier test nucléaire (Davenport, 2022) faisant entrer de facto la Corée du Nord dans la liste des puissances nucléaires. Celui-ci n'attirera pas aussi bien l'attention de Washington que Kim Jong-il l'aurait voulu, puisqu'elle était occupée avec les négociations sur l'Iran (Lin, 2006). Pire encore, explique le

chercheur chinois de l'Académie des Sciences Militaires de Pékin, Liu Lin (2006) : cet essai a provoqué des tensions qui auront mené le Conseil de sécurité de l'ONU à renforcer les sanctions contre Pyongyang. Il s'agit de la résolution 1718, « exigeant que la Corée du Nord s'abstienne de tout nouvel essai nucléaire ou de missile, abandonne ses programmes d'armes de destruction massive (ADM) et de missiles, et rejoigne immédiatement les pourparlers à six. » (Davenport, 2022, traduction personnelle). En février 2007, un accord prévoit la poursuite de la normalisation des relations par les États-Unis et le Japon, l'exportation de carburant vers la Corée du Nord par toutes les parties, et le retrait de cette dernière de la liste américaine des États sponsors du terrorisme (Davenport, 2022).

Des avancées en faveur de la non-prolifération et de la dénucléarisation seront réalisées avec la confirmation de l'AIEA que le réacteur de Yongbyon était désormais fermé et scellé malgré la persistance de l'activité d'infrastructures annexes (Davenport, 2022). De plus, les parties se sont accordées pour livrer non plus 50.000 tonnes de fioul lourd mais 1 million de tonnes, en échange de la promesse de la Corée du Nord de ne pas transférer de savoirs technologiques ou de matériaux nucléaires à d'autres pays (Davenport, 2022). L'*Arms Control Association* (2022) relate également que les négociateurs nord-coréens et américains ont pu trouver un accord sur une obligation pour Pyongyang de déclarer ses activités liées au nucléaire. Le plus gros point de tension fut la création d'un système de vérification. Après le refus d'une proposition américaine, en 2009, la Corée du Nord annonça l'annulation des mesures de démantèlement à Yongbyon et effectua un test de fusée, faisant partie de son programme spatial civil (Davenport, 2022). Le Conseil de sécurité de l'ONU dénonça une violation de la résolution 1718, accusation à laquelle le régime nord-coréen répondit en annonçant sa sortie des *six-party talks*.

En conclusion, la politique étrangère de la Corée du Nord relative aux *six-party talks* semble pouvoir se résumer à une alternance d'une part, de phases d'engagement et de discussion, et d'autre part, de provocations et de retraits.

3.2.3 La crise nucléaire de 2009

En mai 2009, la Corée du Nord a effectué un second test nucléaire. Bien que cette explosion, de 2 à 6 kilotonnes de TNT selon les estimations, soit plus faible que celle d'Hiroshima, il s'agit d'un progrès significatif par rapport au premier essai (Mampaey, 2009). Cet événement s'est produit dans un contexte de tensions croissantes, se traduisant notamment par une déclaration du Conseil de sécurité ayant

condamné le lancement de missiles du mois d'avril (Pacheco Pardo, 2014). Les autorités du pays se sont justifiées en estimant « qu'elles ne se sentaient pas contraintes par les précédents accords » (KCNA, cité dans Pacheco Pardo, 2014). Une nouvelle fois, Pyongyang expulse les agents de l'AIEA de son territoire et annonce publiquement le redémarrage du retraitement de barres de combustibles usés (Pacheco Pardo, 2014). Par ailleurs, le gouvernement de Kim Jong-il confirmera la même année qu'il ne participera plus aux *six-party talks* (Pacheco Pardo, 2014).

Par ailleurs, la Corée du Nord a également intensifié ses essais de tirs balistiques. Selon le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP) en 2009, le missile *Taepodong 2* serait capable d'atteindre l'Alaska, et donc une partie du sol américain (Mampaey, 2009). L'organisation (2009) qualifie cette stratégie de « fuite en avant » et s'interroge en réaction sur les motivations de Pyongyang. En effet, si un des objectifs du régime nord-coréen était bel et bien d'obtenir une normalisation des relations diplomatiques avec les États-Unis, cet acte peut sembler à prime abord totalement contre-productif.

L'administration Obama décida de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU afin d'obtenir l'adoption d'un texte qui pénaliserait la Corée du Nord (Niksch, 2010). La résolution 1874 fut alors approuvée. Elle appelle les membres de l'ONU à « restreindre leurs transactions financières sur leurs territoires liées aux ventes d'armes de destruction massive par la Corée du Nord vers d'autres pays » (Niksch, 2010, p.2, traduction personnelle). En parallèle, les États-Unis ont dépêché en décembre un envoyé spécial à Pyongyang afin de tenter de trouver un accord formalisant le retour du pays aux *six-party talks* (Niksch, 2010). Bien que le régime ait donné une réponse globalement positive, d'autres enjeux ont été soulevés, notamment la signature d'un traité de paix entre les deux États ou encore la poursuite de négociations bilatérales (Niksch, 2010). Une période de détente s'en suivit, pendant laquelle l'ancien président Bill Clinton se rendit en Corée du Nord et obtint la libération de deux reporters américaines emprisonnées pour entrée illégale sur le territoire (Niksch, 2010).

Une continuation de la politique d'alternance entre engagement et retrait peut être observée ici. En effet, bien que les tensions entre la Corée du Nord et son voisin du Sud appuyé par les États-Unis étaient à un de leurs plus hauts points, Pyongyang a concédé une libération de ressortissants et a exprimé un message plutôt positif quant à une éventuelle reprise des *six-party talks*.

3.2.4 Le naufrage du Cheonan et le bombardement de Yeonpyeong

En mars 2010, le navire sud-coréen « Cheonan » a coulé dans la mer Jaune, causant la mort de 46 personnes. Dans les deux mois qui suivent, une équipe internationale d'experts a attribué la cause de cet événement à une attaque à la torpille d'un sous-marin nord-coréen (Pacheco Pardo, 2014). Roman Pacheco Pardo (2014) indique que Pyongyang a nié toute implication dans l'incident et a même accusé Séoul d'avoir fabriqué de fausses preuves afin d'incriminer la Corée du Nord. Ensuite, l'Armée Populaire de Corée a abandonné un accord supposé prévenir des affrontements navaux accidentaux entre les deux Corées (Pacheco Pardo, 2014). Cette décision, d'après Pacheco Pardo (2014), augmente la possibilité que des incidents mineurs dégénèrent en affrontements militaires à plus grande échelle. En réaction, le Département de la Défense américain annonce quant à lui de nouveaux exercices de lutte anti-sous-marine avec la Corée du Sud (Pacheco Pardo, 2014).

La réaction sud-coréenne fut d'abord prudente puisque la Maison-Blanche demanda une enquête multilatérale avant de blâmer directement le régime nord-coréen pour le naufrage (Byun & Snyder, 2011). Les résultats, indiquant une cause d'explosion externe, permettent à Séoul d'accuser la Corée du Nord d'avoir torpillé le navire (Byun & Snyder, 2011).

Selon Byun & Snyder (2011), il s'agit d'un événement qui s'inscrit dans une stratégie nord-coréenne d'infiltration dans les territoires du Sud depuis les années 1970. Cependant, ils affirment que cet incident n'est pas un événement parmi tant d'autres puisque la montée en puissance militaire de Séoul avait drastiquement réduit l'intensité de ces incursions. C'est pour cette raison qu'ils qualifient les événements de 2010 de « tournant dramatique » (Byun & Snyder, 2011).

Ce contexte particulier de tensions va donc provoquer un nouvel épisode d'escalade militaire : le bombardement par Pyongyang de l'île sud-coréenne de Yeonpyeong. 150 obus d'artillerie et tirs de roquettes ont touché ce lieu, au sud de la *Northern Limit Line*, frontière maritime informelle entre les deux Corées (Pacheco Pardo, 2014). Le ministère des Affaires étrangères de la Corée du Nord expliqua que cet acte était une réponse à un exercice du Sud durant lequel des dizaines d'obus avaient été tirés dans les eaux nord-coréennes : une explication qui aurait peu convaincu, puisque ces exercices se produisaient sur base régulière (Pacheco Pardo, 2014). Les autorités sud-coréennes décidèrent de porter cette atteinte à leur intégrité territoriale au Conseil de sécurité des Nations unies. Cependant, aucune résolution ni

mesures contraignantes ne seront prises à l'encontre de Pyongyang, malgré la condamnation sévère de Susan E. Rice, représentante américaine aux Nations Unies.

Byun & Snyder (2011) relatent les efforts de Washington et Pékin pour apaiser les tensions intercoréennes comme l'illustrent les appels au dialogue entre les deux pays, réaffirmés lors du sommet entre Hu Jintao et Barack Obama de 2011. Cependant, ils expliquent que la réconciliation semble bloquée à cause de l'opiniâtreté nord-coréenne à refuser d'admettre une quelconque responsabilité dans l'affaire. Plus encore, Pyongyang accuse Séoul dans le *Rodong Sinmun* de mener une « politique de confrontation » et de refuser le dialogue (Byun & Snyder, 2011)

Encore une fois, la phase de détente suivant les événements de 2009 semble avoir disparu au profit d'une énième période de confrontation et de retrait nord-coréen de la coopération internationale et diplomatique. Le 19 décembre 2011, l'Agence centrale de presse coréenne annonce le décès du président Kim Jong-il, mort d'après les autorités nord-coréennes de « grand épuisement mental et physique » (KCNA, cité dans Le Monde, 2011). C'est son fils, Kim Jong-un, qui a été désigné pour assurer la succession à la présidence du pays. Cet événement n'aura pas abouti, comme certains observateurs le prédisaient, à une chute ou une démocratisation du régime.

3.2.5 Relations avec la Chine

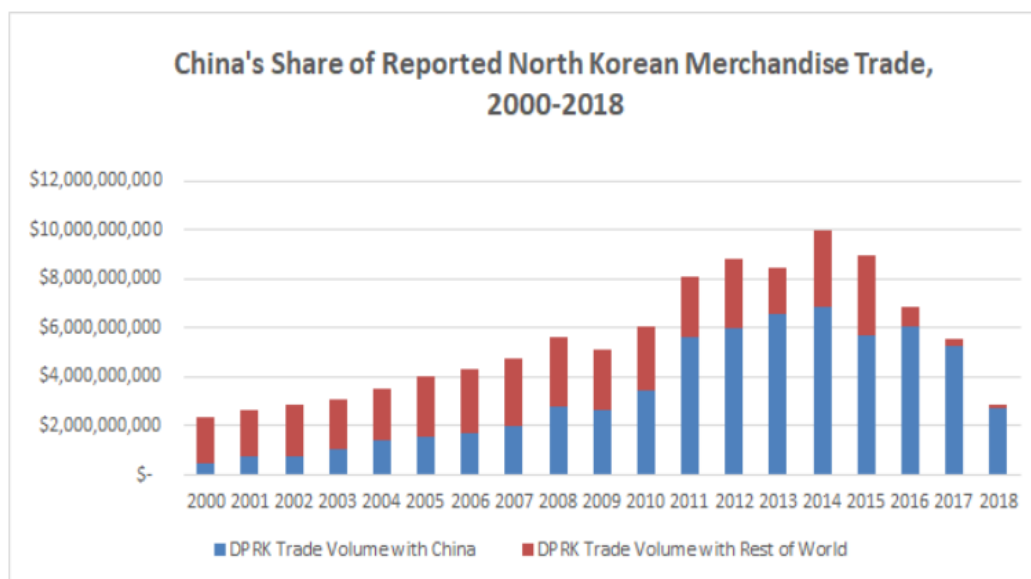
Comme énoncé dans la problématique, l'enjeu de la dépendance à la Chine semble être un point de tension central. Pour comprendre les relations entre la Chine et la Corée du Nord pendant le mandat de Kim Jong-il, il est nécessaire de revenir de manière brève sur le contexte historique.

Daniel Wertz (2019), auteur pour le *National Committee on North Korea*, décrit plusieurs événements. Déjà lors de la lutte anti-japonaise avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, les groupes communistes nord-coréens avaient un lien avec le Parti communiste chinois (PCC) parce qu'ils opéraient en Chine. Wertz (2019) explique même que Kim Il-sung avait rejoint en 1931 les forces armées du PCC afin de combattre en Mandchourie en tant que guérillero. Ensuite, explique l'auteur (2019), l'intervention chinoise pendant la Guerre de Corée fut décisive car, bien qu'elle n'ait pas permise une victoire totale, elle a protégé le régime nord-coréen d'un effondrement. Après la guerre, relate-t-il (2019), la Chine a continué de stationner des troupes dans le pays jusqu'en 1958 et a, à l'instar de l'Union soviétique, apporté un soutien à la reconstruction à Pyongyang, notamment en main d'œuvre. Une crise diplomatique eut lieu en 1956 suite à la déstalinisation. Kim Il-sung abhorre cette

transformation du régime soviétique. Ses opposants au sein du parti, qui y sont favorables, sont traités de « factionnalistes », réprimés et risquent d'être victimes de purge. Il est également rapporté l'avènement de pressions sino-soviétiques à l'égard de la Corée du Nord pour qu'elle cesse sa répression. Bien que ces menaces aient fonctionné temporairement, Kim Il-sung finira par purger ses opposants politiques. Mao Zedong qualifiera les actions du leader nord-coréen de « traître » en l'assimilant au hongrois Imre Nagy.

Wertz (2019) indique que les relations entre Pékin et Pyongyang se dégraderont et ce premier retirera ses troupes du pays. Une succession de tensions et de rapprochements qualifiera la dynamique entre les deux pays. D'un côté, la Chine fournira à la Corée du Nord 230.000 tonnes d'aide alimentaire pendant sa politique du Grand Bond en avant. Cependant, d'un autre côté, Khrouchtchev apprendra à Kim que Mao Zedong souhaitait son détronement. La balance finira par pencher vers une seconde crise pendant la révolution culturelle chinoise. En effet, des escarmouches eurent lieu à leurs frontières, les troupes chinoises finissant même par occuper un village nord-coréen. Malgré des désaccords sur de nombreux sujets comme la normalisation des relations entre Pékin et Séoul ou le système d'accession héréditaire au pouvoir, l'auteur (2019) note que la Chine reste historiquement liée à la Corée du Nord. Elle partage en effet avec elle une histoire commune, des intérêts stratégiques similaires et lui a offert son aide économique et diplomatique à maintes reprises.

Le contexte historique étant désormais posé, cette section se consacrera à l'enjeu de la dépendance de la Corée du Nord à la Chine depuis 2000 pendant le mandat de Kim Jong-il.



Source: NorthKoreaInTheWorld.org

Figure 1

Évolution de la part de la Chine dans le commerce de marchandises nord-coréen (2000–2018).

Note. Adapté de North Korea in the World (s.d.), cité dans Wertz (2019), *China-North Korea Relations*, National Committee on North Korea.

Comme le montre **la Figure 1**, au début du second millénaire, la Chine représentait pour la Corée du Nord une partie plutôt conséquente de son commerce, mais relativement faible par rapport aux chiffres futurs. En effet, la tendance va s'inverser et cette première va représenter en 2010 et en 2011 plus de la moitié du commerce de Pyongyang. Cette augmentation s'explique par l'effet des sanctions internationales qui a fait reculer les parts des autres partenaires commerciaux de la Corée du Nord. De plus, la Chine a appliqué ces dernières de manière limitée, favorisant sa montée en importance. Ainsi, l'enjeu semble de taille : si Pékin décide de couper ses liens économiques avec la Corée du Nord, cette dernière perd la moitié de son commerce et sera contrainte de trouver d'autres partenaires dans un contexte international qui lui est plutôt défavorable. Wertz (2019) explique la nature de cette augmentation, qui tient à deux raisons. D'un côté, les leaders chinois encourageaient les firmes nationales à commercer avec Pyongyang, notamment sur des projets d'infrastructure dans la zone frontalière. D'un autre côté, les exportations nord-coréennes vers la Chine consistaient surtout en du charbon, du textile ainsi que des fruits de mer. En outre, Pékin est considéré par Kong (2017) comme la *lifeline* de la

Corée du Nord en termes de biens de consommation, pétrole et autres de biens de production. En d'autres termes, il ne s'agit pas que d'une dépendance commerciale puisque la Chine fournit en réalité à la Corée du Nord les ressources indispensables au bon fonctionnement de son économie.

3.3 Analyse théorique

Le contexte empirique des années 2000 à 2010 ayant été défini, cette partie se consacrera à l'analyse des choix de politique étrangère à l'aune des deux hypothèses formulées dans l'introduction. Les outils conceptuels cités dans le cadre théorique seront utilisés selon leur pertinence et de nouveaux pourraient être mobilisés s'ils semblent fournir une explication plus adéquate.

3.3.1 Le sommet intercoréen : entre ouverture stratégique et tension idéologique

Tout d'abord, il est fortement probable que Pyongyang accepte la tenue d'un sommet intercoréen en 2000 à cause de la priorité donnée à la réunification de la Corée. Kim Il-sung écrivait en 1993 : « mettre fin à près d'un demi-siècle de division et de confrontation et réunifier le pays est la demande et le désir unanime de la nation entière » (Kim, 1993, para. 1, traduction personnelle). Un plan en 10 points en vue de la réunification coréenne lui est attribué. Ce dernier étant considéré comme « président éternel » et ayant fortement influencé Kim Jong-il (Zhebin, 2012), il est probable que ses desseins étaient toujours d'actualité. La KCNA était également très active à ce sujet : selon le site *KCNA Watch*, de 1997 à 1999, 2810 articles comportaient le mot-clé « réunification ».

En revanche, il s'agit plutôt de la proposition sud-coréenne énoncée deux mois avant le sommet qui attire l'attention : « pour réaliser une collaboration économique significative, les infrastructures sociales, comme les autoroutes, ports, chemins de fer et installations électriques doivent être étendus », expliquait Kim Dae-jung (Kim, 2001). Comme expliqué précédemment, cette affirmation de Séoul pose un problème au principe du *charip*, censé promouvoir l'indépendance économique. Pourtant, bien qu'aucun véritable accord à ce propos n'ait été signé, Pyongyang a accepté la tenue de ce sommet. Ce paradoxe n'est probablement pas être un cas isolé : cela semble révéler une tendance à déroger au *charip* lorsque les conditions idéologiques ou matérielles l'exigent. L'exemple le plus saillant est l'appel à l'aide du régime nord-coréen lancé en 1995 par Kim Jong-il lui-même afin de faire face à la famine qui sévissait dans le pays (Weissman, 2003). Michael J. Seth (2011) relate que le gouvernement a justifié

cette demande par les inondations qu'avaient subies les champs dans le pays. C'est donc principalement en invoquant une cause exogène que le gouvernement a légitimé cet acte. Cependant, le régime nord-coréen semble avoir adopté cette mesure à contre-cœur. En effet, selon Lee (2005), avant cet appel, Lee Jong Wha, président du Comité de réhabilitation des dégâts causés par les inondations, qualifiait la famine de « pure fiction » et refuserait « toute forme d'aide internationale politiquement motivée par la dégradation de la fierté nationale ou la demande de réformes politiques ou économiques » (p. 12, traduction personnelle).

Il est désormais intéressant de comprendre comment cet appel à l'aide a été recadré par le régime afin de le légitimer. L'accès personnel en tant qu'étudiant aux sources primaires nord-coréennes étant assez restreint, il est nécessaire d'étudier des sources scientifiques de chercheurs disposant d'accès plus spécifiques aux médias nord-coréens.

L'article *Food from the Enemy: The Representation of Western Humanitarian Aid in the North Korean Media 1990-2010* de Ojardias & Pullen (2017) semble révéler plusieurs éléments grâce à une méthodologie basée sur l'analyse des articles de la *KCNA* et du *Rodong Sinmun*. Tout d'abord, l'épisode de la famine des années 1990 est appelé par le régime « la Marche Ardue » (*gonanui haenggun*) en référence à la mythologie entourant la lutte anti-japonaise menée par Kim Il-sung pendant laquelle il combattit ses occupants même en temps de famine (Ojardias & Pullen, 2017). Ainsi, les deux chercheurs (2017) montrent que les autorités nord-coréennes ont pu transformer un désastre humanitaire en une lutte patriotique contre un ennemi extérieur, éclipsant toute accusation de mauvaise gestion gouvernementale. Il semblerait donc que ce soit en touchant la corde de la lutte pour l'indépendance de la nation coréenne que Pyongyang légitime cet appel à l'aide internationale, puisqu'il est associé à la défense de l'indépendance nationale.

Cette stratégie de communication visant à utiliser l'histoire et la culture nord-coréenne pourrait s'apparenter à une forme de culture stratégique. En effet, la Marche Ardue est associée au récit de Kim Il-sung, un récit ancré dans la culture et l'histoire du pays. Selon Colin Gray, l'expérience historique est un des moteurs de la culture stratégique. Ainsi, il semblerait possible que cette dernière soit en réalité une ressource discursive utilisée par le régime nord-coréen afin de légitimer de manière *ex post* des stratégies contradictoires aux principes du *juche*. Par ailleurs, ce type de culture stratégique peut se rapporter à la conception de la première génération de chercheurs,

établie par Johnston, qui considérerait l'expérience historique comme une des variables principales du concept. Parmi les trois niveaux de culture stratégique définis par David R. Jones, les niveaux ethnoculturel et historique seraient les plus adaptés à cette situation.

De plus, Ojardias & Pullen (2017) révèlent comment les dons sont traités médiatiquement selon leur provenance. D'une part, d'après eux, l'aide humanitaire a souvent été représentée en général en Corée du Nord comme un « poison », synonyme de conditionnalité, soumission, infiltration et arme politique pour obtenir des concessions. D'autre part, ce traitement est bien souvent modifié en fonction du pays donneur. Par exemple, l'aide américaine de la fin des années 1990 a été interprétée par la *KCNA* et le *Rodong Sinmun* majoritairement comme un moyen d'ouvrir les discussions diplomatiques, et de mener une « campagne de propagande hypocrite » (Ojardias & Pullen, 2017).

Des dons à l'initiative du gouvernement russe ou chinois ont, eux, été décrits par les médias comme « libres », « sincères » et « une manifestation de traditionnelles relations d'amitié et de coopération » (Ojardias & Pullen, 2017, p.134, traduction personnelle). Cela démontre la caractéristique de remodelage du *juche* puisque bien que les dons en tant que tels restent de potentielles atteintes au *charip* et au *chaju*, l'effectivité de ces atteintes dépend de la perception de la Corée du Nord de ces pays.

Un tel phénomène fait référence aux concepts constructivistes d'identité, plus particulièrement aux identités de rôle, concept popularisé par Alexander Wendt. Il s'agit des « propriétés qui caractérisent les relations d'un État avec les autres États » (Baranets et al., 2017, p.238). Selon cette perspective, « si le comportement international d'un État est guidé par les intérêts nationaux, ces intérêts sont fonction des identités d'un État, elles-mêmes co-constituées par les idées que partagent à son sujet les autres États. » (Baranets et al., 2017, p.238). Richard Ned Lebow (2008) explique que ces identités de rôle sont utilisées par les États eux-mêmes pour faire avancer des projets politiques. Cela signifie qu'il est hautement probable que le régime nord-coréen ait délibérément fait une distinction entre les aides chinoises, russes et américaines afin de promouvoir la cohérence de son idéologie. Plus encore, le chercheur (2008) décrit comment les identités sont des concepts plastiques et contextuels, rendant cette piste davantage plausible, puisqu'elles pourraient être mobilisées directement pour les intérêts de la classe dirigeante.

Revenant au sujet du sommet intercoréen, un point également à mettre en lumière est la déclaration signée à l'issue de celui-ci. En effet, pour rappel, ce document ne contient pas de mesures liées à la sécurité ou au domaine militaire. Cela peut aisément s'expliquer par la volonté d'indépendance politique et militaire de Pyongyang, et plus précisément par l'influence du *songun*. Si la priorité est donnée aux affaires militaires de l'État, et à l'indépendance politique et militaire, il serait très peu probable que le régime accepte une quelconque concession dans ce domaine, encore moins avec la Corée du Sud.

En conclusion, en ce qui concerne le sommet intercoréen de 2000, le *juche* semble avoir servi de système stratégique donnant un cadre à la définition des intérêts et choix de politique étrangère pour la Corée du Nord dans une certaine mesure, validant partiellement la première hypothèse. Effectivement, les principes du *songun* et du *chawi* semblent avoir prévalu et influencé le contenu de la déclaration commune du 15 juin. En revanche, l'appel à l'aide internationale de Kim Jong-il a soulevé une véritable tension idéologique : une aide humanitaire pourrait représenter une atteinte à l'indépendance économique du régime. L'analyse des discours nord-coréens montre la manière dont l'épisode de la famine des années 1990 a été incorporée dans un discours mobilisant des thèmes relatifs au *juche*, grâce à l'exploitation d'un élément de la culture stratégique nord-coréenne, c'est-à-dire la lutte historique pour l'indépendance à travers la « Marche Ardue ». Cette analyse, bien que consacrée à des événements antérieurs au cadre spatio-temporel de ce mémoire, permet de mettre en évidence une logique continue de recours à l'aide internationale, susceptible de créer des tensions avec le *juche*. Ce phénomène valide la seconde hypothèse, indiquant que lorsque les choix stratégiques contredisent les principes affichés du *juche*, le régime mobilise discursivement des ressources idéologiques et culturelles pour légitimer sa politique étrangère.

3.3.2 Les six-party talks : la sécurité à tout prix

Tout d'abord, il est nécessaire de déterminer dans quelle mesure le *juche* a bel et bien opéré comme un système stratégique donnant un cadre à la définition des intérêts et choix de politique étrangère de la Corée du Nord pendant les négociations des *six-party talks*.

En premier lieu, une constante peut être observée pendant les discussions : la demande de Pyongyang d'une normalisation des relations diplomatiques avec Washington. Le régime avait par ailleurs fait savoir qu'il ne voulait pas entamer ce processus après

mais bien avant une éventuelle dénucléarisation. Un tel choix semble être une expression de la volonté nord-coréenne de ne pas s'exposer à une position de faiblesse face à une puissance qu'elle considère comme ennemie. Pendant cet intervalle de temps, la Corée du Nord se retrouverait sans défense, n'ayant obtenu aucune garantie formelle de non-agression de la part des États-Unis. En cela, Pyongyang reste fidèle au principe de *chaju*. Pour rappel, Kim Jong-il écrivait dans *On the Juche Idea* : « céder aux pressions étrangères ou tolérer des interventions étrangères rendrait impossible la maintenance de la consistance des principes [du *juche*] et mènerait la révolution et la construction à l'échec » (Kim, 1982, p.42, traduction personnelle).

Un autre discours présent dans la déclaration commune du Nouvel An de 2000 offre une piste de réflexion allant dans ce sens, si l'on considère l'allusion aux armes et à la science comme une allusion au programme nucléaire : « nous devons intensifier la marche générale cette année, en maintenant fermement la position de donner une grande importance à l'idéologie, à l'armement, à la science et la technologie. » (KCNA, 2000, traduction personnelle). Ce passage témoigne de l'importance accordée au maintien des capacités stratégiques dans le discours du régime, sans pour autant que leurs natures exactes ne soient réellement explicitées, probablement à cause d'un coût politique trop élevé.

En second lieu, une dynamique particulière dans la politique étrangère nord-coréenne à l'égard des *six-party talks* peut être observée. En effet, Pyongyang semble alterner successivement avec des phases d'engagement et de retrait, ou de provocation. Cela pourrait s'expliquer une nouvelle fois par une culture stratégique nord-coréenne marquée par les successives interventions étrangères en Corée, notamment la guerre de Corée de 1950 à 1953, alimentant une méfiance systématique envers les accords avec des puissances étrangères. Cette méfiance entre alors en tension avec le besoin pragmatique de disposer de garanties de sécurité, et donc d'engager les négociations, afin d'obtenir un traité de non-agression ou la reconnaissance d'un programme nucléaire. Cette méfiance est idéologique et peut être rattachée au *juche* : malgré les différentes déclarations de l'administration Bush, censées rassurer Pyongyang sur le fait qu'elle ne sera pas attaquée, les États-Unis n'obtiendront pas la confiance du régime, car la préservation de l'indépendance politique et militaire sont au cœur de leurs priorités.

Ensuite, il est également nécessaire d'évaluer dans quelle mesure la Corée du Nord mobilise discursivement des ressources idéologiques et culturelles pour légitimer

sa politique étrangère lorsque les choix stratégiques contredisent les principes affichés du *juche*. Dans ce but, plusieurs contradictions avec le principe du *charip* peuvent être relevées.

Tout d'abord, il avait été conclu un accord visant à ce que les différentes parties exportent du fioul vers Pyongyang en échange du fait que cette dernière ne transfère pas de savoirs technologiques ou de matériaux nucléaires à d'autres pays. Par ailleurs, le régime s'engage également à fermer et sceller les installations nucléaires de Yongbyon. En d'autres termes, la Corée du Nord acceptait une contrainte venant de pays étrangers, notamment de pays comme les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon, tout en dépendant de ceux-ci pour son approvisionnement en fioul. L'accord, nommé « *Initial Actions for the Implementation of the Joint Statement* » est introuvable dans la base de données de la KCNA Watch, site d'agrégation des médias officiels nord-coréens et des déclarations du régime. Cela pourrait signifier une difficulté du parti à justifier certains choix et limite toute analyse discursive. Ce silence pourrait d'ailleurs être en soi un résultat significatif. La littérature scientifique pourrait orienter vers certaines pistes de réflexion.

Par exemple, ce type d'écarts motive Han S. Park (1987) à affirmer que la Corée du Nord est devenue, dans les années 1980, bien plus flexible dans son interprétation de la doctrine du *juche* « pour l'impératif de la modernisation de manière à opérer dans un monde économique hautement compétitif » (p.24, traduction personnelle). Kevin Gray (2023) semble abonder vers la continuité historique de cette conclusion. Selon lui, la vision humano-centrée du *juche* est trop abstraite pour dicter une quelconque orientation économique internationale (Gray, 2023). L'explication ne serait donc pas *ad hoc*, mais liée à une évolution historique, déjà présente dans les années 1980, soutenue par la littérature scientifique et Kim Jong-il lui-même, qui écrivait déjà en 1982 : « dans la révolution et la construction, il faut établir la priorité à l'idéologie et au travail de remodelage de l'idéologie et du travail politique, afin de réveiller et activer les consciences des masses » (Kim, 1982, p.60, traduction personnelle).

Pour conclure, la politique étrangère nord-coréenne relative aux *six-party talks* a été empreinte du *juche* dans la mesure où, en ce qui concerne la normalisation des relations entre Washington et Pyongyang, la sécurité et l'indépendance militaire du pays ont été priorisées. En revanche, l'indépendance économique, elle, a été comprise sous un angle bien plus pragmatique et d'aucuns relèvent toujours une contradiction

entre aide énergétique et respect du principe du *charip*. Pour autant, il ne semble pas que des ressources idéologiques ou culturelles aient été mobilisées par le régime : au contraire, un silence à ce sujet est observé.

3.3.3 La crise de 2009, Cheonan et Yeonpyeong : entre *songun*, sécuritisation et *brinkmanship*

La crise de 2009 semble davantage compatible avec les référents idéologiques centraux du régime nord-coréen que ne l'était la phase de participation aux *six-party talks*. En effet, la Corée du Nord poursuit son programme nucléaire avec un second test, dans le but de se servir de ses armes nucléaires comme garantie de sécurité. Ce choix peut être interprété comme une nouvelle expression du *songun* et du *chawi*, parties intégrantes de la doctrine nord-coréenne. Un article de la KCNA décrit même ce test comme « une victoire éclatante des politiques *songun* poursuivies par le Secrétaire général Kim Jong-il » (KCNA, 2009, traduction personnelle). Un autre document de l'Agence de presse nord-coréenne justifie cet événement : « Notre deuxième essai nucléaire est une mesure de légitime défense, mise en œuvre en réponse à cette action hostile des États-Unis, sans enfreindre le droit international. » (KCNA, 2009, traduction personnelle).

Il est possible d'interpréter cette crise à l'aune de la théorie de la sécuritisation. Dans le cas présent, les négociations liées aux *six-party talks* ont échoué et la Corée du Nord n'a pas obtenu de garanties de sécurité qu'elle considère suffisantes. Si la KCNA parle de « légitime défense », cela signifie qu'une menace a été perçue *a priori*. La qualification de « forces hostiles » appliquée aux États-Unis comme rhétorique persistante des médias nord-coréens semble indiquer que la menace proviendrait non seulement de l'échec de la diplomatie multilatérale mais aussi de l'identité de rôle américaine construite par Pyongyang. L'objet référent, c'est-à-dire l'objet à protéger, serait ici sans nul doute le régime nord-coréen, ce qui le constitue, et ce qui le constituerait à l'avenir. Selon la déclaration commune du Nouvel An de 2009, cela ferait référence à une « Corée *songun* » et une « nation socialiste prospère », protégée des « manœuvres d'anti-réunification », « imprégnées d'une servilité pro-américaine et d'une hostilité envers leurs compatriotes » (KCNA, 2009, traduction personnelle). L'objectif serait d'atteindre une audience internationale, d'abord les États-Unis, en vue

d'obtenir des concessions, et les pays membres de l'ONU, afin de parvenir à la fin des sanctions, comme l'illustre la prolifération d'articles à ce sujet dans la KCNA¹

L'élément pivot de ce raisonnement est le fait que le régime nord-coréen ait transformé des exercices réguliers de la Corée du Sud en une menace à la sécurité du pays. Il est tout à fait plausible que Pyongyang ait pleinement conscience du caractère régulier de ces exercices. Panda (2010) semble confirmer cette première impression : « la Corée du Nord a lu cette situation comme une « simulation de l'invasion du Nord » et « un moyen de provoquer la guerre ». Le vice-ambassadeur nord-coréen aux Nations unies, Pak Tok-hun, aurait affirmé que c'est un « exercice dangereux de l'armée sud-coréenne » qui aurait provoqué cette réponse (Panda, 2010, p.7, traduction personnelle). Il semble assez clair que les exercices militaires réalisés par Séoul ont été instrumentalisés par Pyongyang afin de les présenter comme une menace existentielle pour la Corée du Nord.

Par ailleurs, mobiliser la culture stratégique offre à l'analyse une complémentarité avec la sécuritisation puisque cette première permettrait d'expliquer la raison pour laquelle les États-Unis sont considérés comme une menace existentielle, faisant référence à l'histoire coréenne, tandis que cette dernière décrirait le mécanisme de transformation de cette perception en discours, influant directement sur la politique étrangère du pays.

La stratégie du *brinkmanship* semble également être pertinente pour décrire la politique étrangère nord-coréenne en 2009. Schelling (1960) décrit le *brinkmanship* comme « la création délibérée d'un risque de guerre connaissable que l'on ne contrôle pas complètement » (p.234, traduction personnelle). L'objectif de cette stratégie est de dissuader un adversaire d'attaquer en l'exposant à un risque partagé, avec comme attente de forcer au compromis face à une situation qui devient hors de contrôle (Yamamoto, 2014). Il est donc probable que les *six-party talks* n'aient pas satisfait le besoin de sécurité de la Corée du Nord et que ses autorités aient donc décidé d'utiliser la stratégie du *brinkmanship* afin d'accroître leur levier diplomatique contre les États-Unis et d'obtenir une garantie de non-agression ou une normalisation.

En ce qui concerne les événements relatifs au naufrage du Cheonan et au bombardement de Yeonpyeong, il semblerait que la *gray zone warfare* soit le concept

¹Voir par exemple "UNSC Urged to Retract Anti-DPRK Steps", KCNA via KCNAWatch (2009) ou "DPRK Permanent Representative Sends Letter to President of UNSC", KCNA via KCNAWatch (2009)

le plus adapté pour décrire ces événements, bien que le *brinkmanship* soit lui aussi pertinent.

Azad et al. (2023) reprennent la définition de Brands (2016) pour expliquer ce que ce concept signifie : « activité de nature coercitive et agressive, mais qui est délibérément conçue pour rester en dessous du seuil d'un conflit militaire conventionnel et d'une guerre ouverte entre États » (Brands, 2016, cité dans Azad et al., 2023, p.85, traduction personnelle). En effet, le naufrage du Cheonan et le bombardement de Yeonpyeong sont sans nul doute des activités de nature agressive, et bien qu'ils aient causé des morts tant civiles que militaires, la Corée du Sud ne put se résoudre à enclencher une guerre ouverte avec son voisin du Nord. La littérature scientifique pointe quelques raisons à ce choix. Tout d'abord, Bowers & Hiim (2020) affirme que Séoul avait adopté depuis 1970 une stratégie de *hedging* : le maintien de bonnes relations avec deux États ou deux blocs par l'évitement d'un alignement total avec l'un ou l'autre. Dans ce cas, il s'agit d'équilibrer les relations avec Pékin et Washington. Bien que la Corée du Sud ait toujours tenu à préserver son alliance militaire avec ce dernier, elle a cherché à limiter sa dépendance envers son allié. Cette politique est liée à la peur d'un éventuel abandon des États-Unis (Bowers & Hiim, 2020) qui ont notamment des soldats en stationnement afin de défendre le pays d'une possible attaque de Pyongyang. Si la Corée du Sud a continué sur cette voie, cela signifie que les gouvernements successifs n'étaient pas entièrement certains que les États-Unis soutiendraient Séoul dans n'importe quelle agression. Il est donc plausible que les décideurs nord-coréens aient utilisé cette observation à leur avantage en prenant le pari que Séoul n'obtiendrait pas le soutien diplomatique nécessaire à une escalade de haute intensité.

En d'autres termes, une grille de lecture constructiviste peut permettre d'expliquer les événements décrits ci-dessous. Ces crises peuvent être également lues dans une politique menée par Pyongyang depuis 2009 en vue d'obtenir des concessions de la part des États-Unis suite à l'échec des *six-party talks* comme opportunité pour le régime d'obtenir des garanties formelles de sécurité. Les concepts de *gray zone warfare* et de *brinkmanship* sont eux aussi pertinents pour une analyse plus opérationnelle.

In fine, ces choix de politique étrangère peuvent être considérés comme une expression de la volonté d'indépendance prônée par le *juche*, validant l'hypothèse selon laquelle le *juche* opère tel un système stratégique qui donne un cadre à la

définition des intérêts et choix de politique étrangère pour la Corée du Nord. Le *brinkmanship* et la *gray zone warfare* seraient ainsi des outils au service de l'accomplissement de la politique de sécurité et d'indépendance de Pyongyang. En revanche, la seconde hypothèse, en l'absence de contradictions par rapport aux discours formulés par le régime au sujet du *juche*, ne peut ici être validée clairement. De plus, la mobilisation de ces ressources ne provient pas directement du régime mais d'une analyse *a posteriori*, ce qui entre en conflit avec la portée analytique de l'hypothèse.

3.3.4 Une dépendance accrue à la Chine : le défi de la justification

Comme démontré dans la **figure 1**, la dépendance de la Corée du Nord à la Chine pendant le mandat de Kim Jong-il est bien réelle. Il s'agit probablement de la contradiction la plus flagrante relevée dans ce travail avec le principe du *charip*, puisque cela démontre que Pyongyang n'est ni autosuffisant, ni autonome. Le régime nord-coréen en est conscient et un fort ressentiment découle de cette situation (Kong, 2017). En effet, Kong (2017) explique par exemple que la Corée du Nord a refusé à de nombreuses reprises les propositions chinoises de réconciliation de la péninsule coréenne. Par ailleurs, l'auteur (2017) évoque la normalisation des relations entre Pékin et Séoul dans les années 1990 qui ont été perçues comme une trahison par le leader nord-coréen. Par ailleurs, l'application de certaines sanctions par la Chine a également été considérée par le gouvernement nord-coréen comme un double jeu et « une soumission à l'impérialisme américain » (Clément, 2018). Ainsi, après cette phase de tensions, lorsque les relations entre les deux pays se sont améliorées, Pyongyang eut le choix entre une dépendance stable à Pékin ou rechercher des alternatives. C'est la seconde option qui fut choisie puisque la Corée du Nord a préféré la coopération économique avec les administrations libérales sud-coréennes de 1998 à 2008 (Kong, 2017). En ce sens, la Corée du Nord poursuit à la place son développement d'armes de destruction massive comme base de sécurité et de diversification diplomatique, puisque celles-ci servent de leviers pour obtenir des concessions d'autres pays, notamment des États-Unis (Kong, 2017). Le chercheur (2017) décrit donc une dynamique de pivot qui permet à la Corée du Nord de pouvoir garder une relation cordiale avec les deux puissances. Cela semble cohérent avec les écrits de Kim Jong-il qui affirmait qu'autosuffisance ne signifiait pas isolation : il s'opposait à la soumission étrangère mais n'excluait pas la coopération économique internationale (Kim, 1982).

Les éléments présentés ci-dessus permettent donc d'infirmer l'hypothèse selon laquelle la Corée du Nord, pendant le mandat de Kim Jong-il, était dépendante politiquement de la Chine. Cependant, cela n'évince pas la question de la dépendance économique. Il existe peu de sources primaires parlant directement de cet enjeu et la littérature scientifique, bien qu'étendue sur l'aspect quantitatif et stratégique, semble bien moins prolifique sur l'analyse discursive. S'il est vrai que la Corée du Nord est économiquement dépendante de la Chine, les recherches semblent montrer un désaccord politique clair du régime nord-coréen avec cet état des lieux. Ainsi, la question de la dépendance ne semble pas être une stratégie à proprement parler, mais une contrainte structurelle contre laquelle Pyongyang lutte. Dans ce cas, un recadrage est nécessaire par rapport à la problématique de départ : la dépendance n'est ici pas volontaire, le choix de politique étrangère est donc plutôt la lutte contre celle-ci. Dans cette optique désormais redéfinie, le refus de la dépendance est de manière évidente en phase totale avec les principes du *juche*, plus précisément du *charip*. En ce qui concerne la seconde hypothèse, la question de la mobilisation de ressources idéologiques et culturelles reste délicate puisque cet enjeu ne semble pas avoir été justifié par ce type d'éléments. Il s'agit en réalité d'un résultat analytique puisque le régime semble éviter de justifier cette contradiction, car assumer publiquement celle-ci aurait sans doute eu un coût politique trop élevé.

3.4 Synthèse et résultats

En somme, durant le mandat de Kim Jong-il, de 2000 à 2011, l'hypothèse selon laquelle le *juche* opère tel un système stratégique qui donne un cadre à la définition des intérêts et choix de politique étrangère pour la Corée du Nord est globalement validée. Effectivement, le *juche* et le *songun* semblent guider une grande partie des choix de politique étrangère de Pyongyang. L'exigence de la normalisation avant la dénucléarisation, la continuation du programme nucléaire en tant que garantie de sécurité et d'indépendance, tout comme le naufrage du Cheonan et les événements de Yeonpyeong semble indiquer une prévalence des principes du *juche* dans la politique étrangère. L'échec de la sécuritisation de 2009 semble être ce qui a poussé Pyongyang à recourir au *brinkmanship*. En outre, même si la littérature scientifique démontre la dépendance économique de la Corée du Nord à la Chine, celle-ci ne se traduit pas en dépendance politique et le choix de Pyongyang de limiter cette première est également caractéristique du *charip*. Il est également pertinent sur la base de cette analyse, d'interpréter cette défense de l'idée d'autonomie comme une volonté de la part de la

Corée du Nord de protéger son identité nationale, puisqu'en reprenant la définition de Macleod et al. (2004), le *juche* pourrait bien constituer ce qui différencie Pyongyang des autres pays.

En revanche, la validation de la seconde hypothèse, selon laquelle lorsque les choix stratégiques contredisent les principes affichés du *juche*, le régime mobilise discursivement des ressources idéologiques et culturelles pour légitimer sa politique étrangère, reste nuancée. Bien que l'exemple de l'appel à l'aide internationale de Kim Jong-il soit un exemple particulièrement saillant de reconfiguration discursive active, l'acceptation de l'aide énergétique des six parties durant les *six-party talks* ne semble pas avoir fait l'objet d'un remodelage aussi dynamique. L'explication tiendrait en réalité bien plus du caractère flexible de l'idéologie du *juche*. Quant à la question de la dépendance économique à la Chine, l'absence de mobilisation d'éléments idéologiques et culturels laisse place à un mécanisme d'évitement discursif, ce qui limite la portée de la validation de cette hypothèse.

4 Analyse du mandat de Kim Jong-un

4.1 La formulation du *juche* selon Kim Jong-un

Kim Jong-un ne semble pas avoir une production doctrinale aussi théorique et étendue au sujet du *juche* que Kim Jong-il, qui a véritablement apporté une plus-value théorique au concept, ayant permis de le systématiser. Après une revue de ses ouvrages, un nombre limité de textes semble pertinent à notre analyse. D'autres sources primaires comme les discours de Nouvel An et les rapports au Parti des travailleurs de Corée (PTC) seront mobilisés pour affiner cette étude.

4.1.1 *Let Us Brilliantly Accomplish the Revolutionary Cause of Juche, Holding Kim Jong Il in High Esteem as the Eternal General Secretary of Our Party* (2012)

Le 6 avril 2012, un an après la mort de son père Kim Jong-il, le nouveau leader Kim Jong-un publie un message de 25 pages aux hauts responsables du PTC. Il s'agit du second document communément lié à ses productions, et le premier évoquant le *juche* dans son titre. Ce texte va entériner la promotion du défunt chef suprême au rang de « Secrétaire général éternel du parti », une dynamique similaire à la transition entre Kim Il-sung et Kim Jong-il, durant laquelle le premier avait été nommé « président éternel de la république » (RPDC, 1998).

La thèse centrale de Kim Jong-un est la suivante : « Seulement lorsque nous le tenons en haute estime comme l'éternel Secrétaire général de notre Parti, pouvons-nous accomplir brillamment la cause révolutionnaire de *juche* en faisant dynamiquement avancer la révolution et la construction comme nous l'avons fait par le passé. » (Kim, 2012, p.4, traduction personnelle).

En outre, Kim Jong-un porte également une déclaration qui semble sans équivoque. En effet, il affirme que l'idéologie guidant le PTC est le « Kimilsungisme-kimjongilisme ». Ce discours est intéressant parce qu'il personnifie l'idéologie, et ancre les deux personnalités au cœur même de celle-ci. Kim Il-sung et Kim Jong-il ne sont plus uniquement les acteurs du *juche*, ils sont devenus eux-mêmes le *juche*. Cette nouvelle appellation idéologique est même décrite comme « système intégral de l'idée, de la théorie et de la méthode du *juche* » (Kim, 2012, p.6, traduction personnelle) confirmant la pertinence de ce nouveau concept dans notre analyse. La justification de ces deux discours tient surtout à une explication énoncée peu après ces thèses. Kim Jong-un (2012) soutient que l'histoire du PTC est liée aux actions révolutionnaires de

son « Président » [Kim Il-sung] et à la poursuite de celle-ci par son « Général » [Kim Jong-il].

Plus loin dans le texte, l'emphasis est mise sur l'importance du *songun* et de l'industrie de l'armement, devant être orientée vers le *juche*. L'auteur (2012) alerte en affirmant qu'un pays militairement faible ne peut défendre son indépendance et tombera en proie aux impérialistes. Cette affirmation est qualifiée, selon le texte, de « dure réalité ». Cette simple phrase semble ainsi constituer le centre de la justification du *songun* et l'explication discursive sous-tendant la poursuite du programme nucléaire nord-coréen.

En d'autres termes, la doctrine du *juche*, fondée par Kim Il-sung, déjà soutenue par Kim Jong-il qui affichait une idéologie extrêmement proche de son père (Zhebin, 2012), apparaît comme une synthèse des visions des précédents dirigeants. La continuation du *songun* semble être également au programme de Kim Jong-un. Ainsi, sur la base de ce seul écrit, le nouveau leader ne semble pas entamer de changements particuliers à la ligne idéologique de son prédécesseur.

4.1.2 Rapport de 2016 au septième Congrès du Parti des travailleurs de Corée

Dans ce rapport, Kim Jong-Un revient sur le *juche* et le *songun*, qu'il considère comme les sources de grandes victoires. Cependant, l'auteur (2016) est clair sur le fait que le *songun* prend ses racines dans le *juche* : ce premier n'est pas un concept séparé du second. De plus, il affirme : « Le *songun* est une glorieuse tradition de la révolution coréenne, et la politique *songun* est basée sur l'histoire et l'expérience de notre révolution qui a commencé et a progressé par la force des armes sous la bannière du *juche* » (Kim, 2016, traduction personnelle) Ainsi, le *songun* s'inscrit dans la culture stratégique coréenne, puisque cette doctrine, bien qu'institutionnalisée par Kim Jong-il prend ses sources en tant que discours enraciné dans l'histoire coréenne.

Le texte met également l'emphasis sur le fait que la lutte pour implémentation du *juche* a pu être compromise par les forces antisocialistes et antirévolutionnaires à la fin du dernier siècle (Kim, 2016). Il est également avancé que c'est grâce à l'industrie de la défense constituée grâce au *songun* que le pays a réussi à « déjouer les actions agressives des impérialistes et sauvegarder la sécurité du pays et le rempart du socialisme » (Kim, 2016, traduction personnelle).

Jusqu'ici, il semble que le *juche* tel que Kim Jong-un le conçoit soit un *juche* personnifié par Kim Il-sung et Kim Jong-il, rigide et clairement empreint du *songun*. Or, il écrit également : « nous devrions résoudre tous les problèmes qui surviennent

dans les relations internationales, conformément aux aspirations de notre peuple et des intérêts de notre révolution. » (Kim, 2016, traduction personnelle). Cette proposition semble accorder une certaine flexibilité au régime, puisque les notions d'« aspirations » et d'« intérêts » sont très larges. En ce sens, cela suggère que le *juche* de Kim Jong-un reste, à l'instar de celui de son père, un *juche* opérant tel un système stratégique qui donne un cadre à la définition des intérêts et choix de politique étrangère pour la Corée du Nord tout en gardant un certain pragmatisme.

Aussi, le texte met en avant la lutte contre l'impérialisme américain, qui selon lui, affaiblit et détruit la paix globale (Kim, 2016). Les agissements des États-Unis cibleraient également l'indépendance mondiale (Kim, 2016). Il s'agit d'énoncés intéressants car ils placent discursivement le *juche* comme une idéologie de résistance face à un agresseur. Ainsi, l'aspect relationnel du *juche* est ici exhibé : puisque les États-Unis ont une identité de rôle auprès de Pyongyang d'agresseur et de pourfendeur de l'indépendance, le *juche* apparaît comme une réponse légitime à la sauvegarde de l'indépendance. Cette idée démontre l'aspect constructiviste du *juche* : une doctrine construite historiquement au travers des interactions de la Corée du Nord avec son environnement politique.

Enfin, ce document aborde le sujet du statut relativement nouveau de la Corée du Nord : une puissance nucléaire. L'auteur (2016) introduit le sujet : « Nous devrions ouvrir une nouvelle phase dans le développement de nos relations étrangères, conformément à notre statut de pays en tant que puissance indépendante, un État doté de l'arme nucléaire ». Il poursuit également en insistant sur le fait que le pays doit maintenir sa position de puissance nucléaire dans ses activités externes (Kim, 2016). Kim Jong-un affirme par ailleurs que la Corée du Nord continuera à développer son armement nucléaire mais qu'il ne l'utilisera pas en premier, à moins que « les forces d'agression qui nous sont hostiles violent notre souveraineté par leurs propres armes nucléaires » (Kim, 2016, traduction personnelle). L'utilisation du mot « souveraineté » suggère un chevauchement du lexique du *juche* et de la politique nucléaire, préfigurant ainsi l'intégration de cette dernière dans l'idéologie du pays.

En conclusion, ce document ne semble pas révolutionner le *juche* tel que Kim Jong-il le percevait. Par ailleurs, la littérature scientifique confirme ce constat. Park (2014) estime que le régime de Kim Jong-un continue les politiques et idéologies établies par son prédécesseur et explique ce phénomène par le concept de *path dependency*. Ce dernier met en lumière l'importance de l'histoire dans les choix

politiques : puisque le passé influe sur le présent, il est plus difficile de changer de stratégie à long terme car les événements successifs restreignent les alternatives possibles (Park, 2014). Dans le cas de la Corée du Nord, l'auteur (2014) explique que le régime monolithique nord-coréen, le *juche* et le *songun*, ont fortement limité l'éventail des choix politiques possibles de Kim Jong-un.

Il confirme néanmoins l'importance de l'histoire dans la théorisation de celui-ci, ancre la lutte anti-impérialiste comme fondement idéologique et, implicitement, le statut nucléaire comme garantie de l'indépendance.

4.1.3 Déclaration commune du Nouvel An (2018)

La déclaration commune du Nouvel An de 2018 commence par un rappel des différents défis auxquels le pays avait été soumis, accusant les agissements des « États-Unis et leurs forces vassales » (KCNA, 2018). Le texte continue avec l'annonce de la poursuite de la préparation de la phase de test de lancement d'un missile balistique intercontinental.

Ensuite, une partie consacrée à l'économie, inhabituellement longue, est développée par l'auteur. La consolidation des secteurs liés à l'industrie métallurgique, le textile et l'alimentaire est évoquée et les travailleurs nord-coréens sont honorés pour avoir « brandi haut la bannière du *juche* ». Plus loin, la référence au *charip* est évidente : « L'industrie de la construction de machines, en défendant le principe d'autosuffisance et en s'appuyant sur la science et la technologie, (...) a ainsi jeté des bases solides pour accélérer l'orientation *juche*, la modernisation de l'économie nationale et la mécanisation globale de l'économie rurale » (KCNA, 2018).

Le texte se poursuit en recommandant la réalisation d'innovations constantes et de progrès continus en « perpétuant la tradition de lutte héroïque et d'innovation collective qui a orné la fondation et le cours du développement de la Corée du *juche* » (KCNA, 2018, traduction personnelle). Il est également question, lorsqu'il s'agit de la construction socialiste de l'économie, de renforcer l'indépendance de celle-ci ainsi que ses caractéristiques relatives au *juche*.

Pour autant, le *chawi* n'est pas négligé. En effet, Kim Jong-un appelle à renforcer les capacités militaires du pays, plus précisément à « développer une industrie de la défense (...) et fabriquer des armes stratégiques puissantes, (...) perfectionner sa structure de production orientée vers le *juche* (...) » (KCNA, 2018, traduction personnelle)

La particularité de cette déclaration commune du Nouvel An semble bel et bien son insistance sur le développement d'une économie nationale indépendante. Les différentes références à ce sujet ne sont pas dues au hasard. Elles s'inscrivent dans la nouvelle politique économique du parti : le *byongjin* (avancement simultané). Il s'agit d'une politique promulguée en 2013 basée sur deux piliers, à savoir le développement économique et le renforcement de la défense (Jeon & Tak, 2014). Andreï Lankov (2017) décrit ses trois composantes majeures : des réformes économiques pro-marché prudentes, le développement d'une force de frappe nucléaire à grande échelle et la maintenance de systèmes de surveillance et de contrôle à l'intérieur du pays. Selon le régime, il ne s'agit pas d'une mesure ponctuelle mais d'une réelle orientation à long terme (Jeon & Tak, 2014). D'après ces auteurs (2014), les autorités nord-coréennes ont également affirmé que cette politique s'inscrivait dans le sillage du *juche*, puisqu'elle contribue à une voie d'approvisionnement indépendant en énergie et de priorisation des affaires militaires.

Cette priorité donnée au développement d'une économie nationale fait écho à l'analyse de Kevin Gray (2023), affirmant que le *juche* est une idéologie de nationalisme développemental : une forme d'idéologie servant à « légitimer le pouvoir autoritaire mais aussi créer une subjectivité collective adaptée à la tâche d'un rattrapage rapide du développement national » (Gray, 2023, p.1, traduction personnelle).

4.2 Événements de politique internationale

Cette sous-partie se consacrera à la synthèse empirique des événements de politique internationale survenus de 2011 à 2022, pendant le mandat de Kim Jong-un. Une analyse à la lumière de concepts théoriques sera réalisée dans la partie suivante, qui s'attellera également à la vérification des deux hypothèses mentionnées au début du mémoire.

4.2.1 Le test de 2017

Le 3 septembre 2017, selon les autorités nord-coréennes, la Corée du Nord a effectué avec succès un test de bombe à hydrogène (bombe H) pouvant équiper un missile balistique intercontinental (Mesmer, 2017).

Ce test marque un tournant majeur dans le développement de l'arsenal militaire du pays. Selon la littérature scientifique géophysique, il s'agit du sixième test sous-terrain du pays, et le plus grand en termes de conséquences sismologiques (Liu et al.,

2019). En effet, ce test aurait non seulement provoqué une explosion initiale mais aussi un effondrement et plusieurs autres événements sismologiques (Liu et al., 2019).

Le chercheur de l'IFRI relate qu'en réponse, Donald Trump a multiplié les déclarations contribuant à une escalade verbale entre les deux États. Lors de son discours à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies en 2017, il déclare : « Si nous sommes obligés de nous défendre ou de défendre nos alliés, nous n'aurons d'autre choix que de détruire totalement la Corée du Nord. » (Bondaz, 2017). Grâce à cette logique de pression diplomatique, Donald Trump espérait ainsi, selon le chercheur de l'IFRI (2017), faire revenir Pyongyang à la table des négociations.

4.2.2 Les rencontres Kim-Trump de 2018 à 2019

Après des mois de vives tensions, les relations entre les États-Unis de Donald Trump et la Corée du Nord de Kim Jong-un prennent une tout autre tournure. En effet, les deux chefs d'État se sont rencontrés à Singapour en 2018 et ont échangé une poignée de main historique. L'initiative provient du leader nord-coréen, qui a invité le président américain (Perspective Monde, 2018). L'objectif de Washington est clair : obtenir la dénucléarisation complète, irréversible et vérifiable de l'arsenal nucléaire nord-coréen (Park, 2018).

À l'issue de cette rencontre a été signé le *Joint Statement of President Donald J. Trump of the United States of America and Chairman Kim Jong Un of the Democratic People's Republic of Korea at the Singapore Summit*. Il s'agit d'un document dans lequel les deux États déclarent prendre des engagements communs, à savoir :

- L'établissement de nouvelles relations entre les États-Unis et la Corée du Nord
- La construction d'un régime de paix durable et stable dans la péninsule coréenne
- La réaffirmation de la déclaration de Panmunjom du 27 avril 2018 : la Corée du Nord s'engage à œuvrer pour une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne
- La récupération des restes de prisonniers de guerre et militaires disparus y compris le rapatriement immédiat de ceux déjà identifiés

(Nations Unies, 2018)

Deux critiques à cette déclaration commune sont relayées par Park (2018). Tout d'abord, il a été observé un manque d'étapes concrètes et de délais afin d'aborder ces enjeux, laissant planer un doute sur le degré d'engagement des deux acteurs. Ensuite,

certaines partis ont également remarqué que Washington avait concédé à Pyongyang l'arrêt des exercices militaires entre les États-Unis et la Corée du Sud avant la dénucléarisation de la Corée du Nord. Pourtant, le président américain affirme avoir développé un « lien spécial » et une relation de confiance avec le leader nord-coréen (Park, 2018), ce qui, au regard des analyses précédentes, semble avoir manqué aux autres administrations ayant tenté de résoudre les problèmes liés à la dénucléarisation. En effet, les *six-party talks* eurent un impact très négatif sur les relations entre les deux pays : la Corée du Nord était accusée d'instrumentaliser les négociations pour gagner du temps afin de développer son arsenal, et les États-Unis de ne pas avoir respecté les accords conclus (Park, 2018).

Si une relation de confiance a bel et bien été instituée comme l'affirme Donald Trump, en dehors des critiques déjà évoquées, il reste un enjeu de taille. Selon Park (2018), les deux pays semblent diverger sur le rythme et le processus que représenterait une dénucléarisation. Par exemple, explique le chercheur (2018), il n'y a pas eu d'accord sur la définition concrète de ce que représentait une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible. Alors que Pyongyang plaide pour une approche réciproque, dans laquelle chaque étape dans la dénucléarisation est accompagnée d'une mesure équivalente de la part des États-Unis, Washington exige la dénucléarisation avant tout apport d'aide économique (Park, 2018). L'auteur (2018) relate également la déclaration du président américain dans laquelle il avertit que les sanctions resteront actives tant que la Corée du Nord n'aura pas franchi d'étapes majeures dans la dénucléarisation.

Presque un mois après la rencontre, le secrétaire d'État Mike Pompeo s'est rendu à Pyongyang afin de discuter des démarches concrètes visant à implémenter les engagements pris au sommet (Park, 2018). Selon le même chercheur (2018), il fut demandé au régime nord-coréen un inventaire complet de ses armes de destruction massive et la mise en place d'un délai au bout duquel elles seraient démantelées. Les autorités répondirent avec une contre-proposition : le démantèlement d'un site d'essai de moteurs de missiles et l'ouverture de négociations sur le rapatriement des soldats américains tués pendant la guerre de Corée contre l'expansion des échanges bilatéraux et la déclaration de la fin de cette même guerre (Park, 2018). Cette contre-proposition sera refusée, et bien que Pompeo se soit déclaré satisfait de cette visite, le département nord-coréen des affaires étrangères a jugé via la *KCNA* l'attitude américaine

regrettable et ses demandes « semblables à celles d'un voleur » (Park, 2018, p.12, traduction personnelle).

L'optimisme de Singapour, un an plus tard, a laissé place au pessimisme d'Hanoï, indique Grieco (2020). En effet, explique-t-elle, ce deuxième sommet au Vietnam s'est terminé sans la signature d'un seul accord, pourtant nécessaire afin de mettre en œuvre les décisions prises l'an dernier. L'échec de ces négociations tiendrait, selon Washington, à la demande de Pyongyang de lever des sanctions en échange d'une dénucléarisation seulement partielle (Nah, 2019). Kim Jong-un nie cette version et estime quant à lui qu'il était pourtant prêt à un allègement partiel des sanctions contre un déclassement de l'installation nucléaire de Yongbyon (Nah, 2019). Stephen Noerper (2019) a observé après le sommet les efforts de la Corée du Sud pour faire revenir les deux acteurs à la table des négociations. De son côté, le Nord a fait comprendre à Washington que les États-Unis avaient jusqu'à la fin de 2019 pour adopter une nouvelle approche sans quoi Pyongyang adopterait une ligne bien plus stricte : un ultimatum auquel Pompeo et Trump n'ont pas répondu (Noerper, 2019). À la suite de ces événements, la Corée du Nord testa plusieurs missiles à moyenne portée mais s'abstint de tout test nucléaires (Noerper, 2019). Le précédent auteur (2019) explique également que bien que Séoul fut « consterné » de cet échec, son alliance avec Washington n'en ressortit pas ébranlée puisque les deux États ont signé un accord de soutien financier pour les troupes américaines stationnées en Corée du Sud.

Bien que cette rencontre semble avoir porté un coup aux relations entre les deux pays, les deux leaders se sont rencontrés quelques mois plus tard dans la DMZ (Zone Démilitarisée) : la frontière ultra-sécurisée entre les deux Corées, techniquement toujours en guerre. Cette initiative, d'après la BBC (2019), provenait du président américain et fut acceptée par Kim Jong-un, en raison de, reprenant ses mots, « son excellente relation » avec lui. Donald Trump, lors de cette visite, a affirmé son désir de renouveler les négociations après l'échec d'Hanoï (Liptak, 2019). De nouvelles discussions seront alors engagées en automne à Stockholm, entre émissaires américains et nord-coréens, sous la médiation de la Suède. Une nouvelle fois, Pyongyang accuse les États-Unis d'avoir fait échouer les pourparlers, soutenant qu'ils « n'apportaient rien à la table des négociations » (AFP, 2019). La rencontre à Stockholm marque la fin de ce processus diplomatique engagé depuis Singapour, caractérisé par des efforts bilatéraux mais une inflexibilité des deux camps.

4.2.3 Le rapprochement avec la Russie : un tournant ?

Au début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, la Corée du Nord, à l'opposé de la plupart des pays, n'a pas porté de déclarations immédiates (Ha & Shin, 2022). Ce n'est qu'au troisième jour de la guerre qu'elle s'est exprimée en accusant l'OTAN de s'être étendue unilatéralement, menaçant ainsi la Russie (Ha & Shin, 2022). Les mêmes auteurs (2022) indiquent également qu'elle a mis en cause la poursuite de l'hégémonie des États-Unis, basée sur la supériorité militaire et l'arrogance. Pyongyang a par ailleurs continué son soutien diplomatique à la Russie en votant à l'Assemblée générale des Nations Unies contre la condamnation de l'invasion de l'Ukraine, en portant des déclarations à charge de « l'Occident », et en reconnaissant les républiques séparatistes de Donetsk et Louhansk (Ha & Shin, 2022).

En ce qui concerne Moscou, Ha & Shin (2022) relatent également des manœuvres de rapprochement. Lorsque la Corée du Nord a recommencé ses essais de missile, la Russie a déclaré qu'elle comprenait cette décision et qu'elle ne voyait pas l'intérêt de recommencer des pourparlers relatifs à la dénucléarisation du pays. Le ministère des Affaires étrangères russe a par ailleurs blâmé les États-Unis pour avoir maintenu ses sanctions à l'égard de Pyongyang. Ce rapprochement n'est pas nouveau : Vladimir Poutine, déjà en 2000, avait rencontré Kim Jong-il afin de construire une relation solide et de la cadrer sur la base de valeurs anti-occidentales communes (Hird et al., 2024). Bien que la Russie ait soutenu de 2006 à 2017 les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'arsenal nucléaire nord-coréen, cette première a fait volte-face depuis le début de la guerre. (Hird et al., 2024).

Une coopération étroite entre les deux États s'est poursuivie. Hird et al. (2014) expliquent qu'elle a d'abord commencé en septembre 2022 par l'achat, selon les renseignements américains, de « millions de roquettes et obus d'artillerie nord-coréens » par la Russie. Une partie de ces livraisons aurait fini dans les mains du groupe Wagner, qui aurait directement payé ces munitions. Un an plus tard, en septembre 2023, la Maison-Blanche alertait que la coopération militaire à haut niveau entre Moscou et Pyongyang était en train d'avancer, notamment grâce à une prochaine rencontre entre Kim Jong-un et Vladimir Poutine. En décembre 2023, le porte-parole du département d'État américain John Kirby annonçait l'usage par la Russie d'au moins un missile balistique nord-coréen en Ukraine.

En 2024, la Corée du Nord et la Russie signent « l'accord de partenariat stratégique global ». Selon Jung & Lee (2024) ce traité renforce significativement la relation entre les deux pays, qui est désormais qualifiée de partenariat stratégique. D'après eux, il supprime celui de 2000 qui instaurait déjà « une amitié et un bon voisinage » (p.450, traduction personnelle) En termes économiques, ce document se traduit par l'appel à étendre et développer la collaboration économique et commerciale grâce aux investissements, la finance, la science et la technologie, quitte à violer les règles établies par les sanctions des Nations Unies (Jung & Lee, 2024). Les mêmes auteurs (2024) indiquent également que Pyongyang mise en partie sur ce volet économique pour tenter de résoudre sa crise économique. Jung & Lee (2024) affirment que le volume commercial du pays est au plus bas depuis les années 1970 et que la Russie pourrait avec ce traité, combler les besoins de Pyongyang en énergie, nourriture, machinerie et technologie militaire. En octobre de la même année, le Pentagone révèle, selon ses sources, la présence de 10.000 soldats nord-coréens en entraînement dans la région de l'Est de la Russie (RTBF, 2024). Ces combattants ont ensuite été déployés dans la région de Koursk.

4.2.4 La dépendance à la Chine

Comme le montre la **figure 1** détaillée précédemment dans la partie concernant le mandat de Kim Jong-il, la part de la Chine dans le commerce nord-coréen a considérablement augmenté et de manière continue. Cette dynamique semble toujours d'actualité sous Kim Jong-un : Pékin représentait en 2023 98,3 % des échanges commerciaux officiels de la Corée du Nord (Sokolin, 2024). En 2017, cette dernière importait depuis la Chine majoritairement des matières premières pour l'industrie textile, des équipements électroniques, du pétrole, de la nourriture et des véhicules (Lesaffre, 2017). Ces deux éléments indiquent que la place de la Chine dans les échanges extérieurs nord-coréens est demeurée centrale sous Kim Jong-un. Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par la diminution de 271 millions de dollars des aides sud-coréennes entre 2003 et 2012. Elle s'observe également par le renforcement des sanctions onusiennes réduisant les aides américaines et sud-coréennes ainsi que les importations de produits nord-coréens par le Japon (Dûchatel & Schell, 2013). Par exemple, la résolution 2375 interdit la vente de gaz, limite les exportations de barils de pétrole vers la Corée du Nord et interdit à celle-ci l'exportation de textile (Nations Unies, 2017), pourtant au cœur de son économie, puisqu'elle rapportait environ 800 millions de dollars par an au régime (Zaugg, 2017).

Table 3.1. South Korea assistance and grants to North Korea, 2003–12

Figures are in US\$ million in current prices and exchange rates.

Year	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Government	218.8	233.3	307.3	238.1	375.4	39.7	23.0	17.6	5.9	2.0
Private	64.3	136.0	76.1	74.3	97.8	65.8	29.5	17.3	11.8	10.5
Total	283.1	369.3	383.4	312.3	473.2	105.5	52.5	34.9	17.7	12.5

Source: South Korean Ministry of Unification, 'Major statistics in inter-Korean relations', <<http://eng.unikorea.go.kr/CmsWeb/viewPage.req?idx=PG0000000541>>.

Figure 2

Les aides et subventions de la Corée du Sud à la Corée du Nord, 2003-2012

Note. Adapté de Dûchatel et Schell (2013). *China's Policy on North Korea : Economic Engagement and Nuclear Disarmament*. SIPRI.

4.3 Analyse théorique

4.3.1 Le test de 2017 : une réponse à une menace existentielle ?

Le test de 2017 semble être lié au rapport de 2016 au septième Congrès du Parti des travailleurs de Corée, qui préfigurait déjà le déroulement d'un tel événement. Dans ce document, Kim Jong-un justifiait le développement de son arsenal nucléaire par sa forte méfiance envers des forces hostiles qui pourraient violer la souveraineté nord-coréenne. En ce sens, le test s'inscrit dans une application normale du *juche* puisque les armes de destruction massive sont perçues par le régime comme une garantie d'indépendance et de sécurité. Si l'on poursuit l'interprétation de cet événement avec la grille de lecture du rapport de 2016, les « forces d'agression » telles que le décrit Kim Jong-un, sont sans doute les États-Unis et leurs alliés. Ainsi, comme relevé précédemment, puisque les États-Unis ont une identité de rôle d'agresseur auprès de Pyongyang et de pourfendeur de l'indépendance, le *juche*, ici incarné par le développement d'un arsenal nucléaire puissant, apparaît comme une réponse légitime à la sauvegarde de l'indépendance. Cette priorité de rechercher des garanties de sécurité, en mentionnant de potentielles « forces d'agression » semble une nouvelle fois s'apparenter à une forme de sécuritisation.

Si ce processus semble aussi prévalent, cela peut s'expliquer par la manière dont les discours des dirigeants font souvent référence à l'histoire du peuple coréen marqué par les interventions étrangères et la lutte contre les impérialismes. Ainsi, un lien pourrait être établi entre sécuritisation et culture stratégique. En effet, la culture stratégique semble donner un répertoire historique et symbolique servant à la

sécuritisation de la souveraineté du pays. En d'autres termes, cet événement valide notre première hypothèse mais en l'absence de contradictions apparentes avec le *juche*, la seconde hypothèse ne peut être validée.

4.3.2 Les rencontres Trump-Kim : entre pragmatisme diplomatique et sécuritisation

Les sommets de Singapour et d'Hanoï tendent à confirmer l'importance du *juche* dans la politique étrangère de Kim Jong-un pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, l'ambiguïté de la déclaration commune de la première rencontre semble être révélatrice de la ligne politique suivie par le régime nord-coréen. D'un côté, elle montre l'inflexibilité des principes du pays, puisque malgré un engagement affiché de dénucléariser la péninsule, aucun acte significatif en ce sens n'a été rapporté. Cela s'explique une fois encore par la sécuritisation transformant les armes nucléaires en atouts de survie face à un danger existentiel : ici, « l'impérialisme américain ». Singapour semble être la continuation bilatérale des *six-party talks*, mais dans une perspective encore plus rigide puisque ces négociations avaient au moins eu pour conséquence la désactivation temporaire des infrastructures nucléaires de Yongbyon. Il semble que la rencontre eut surtout un enjeu diplomatique et symbolique pour Kim Jong-un qui d'une part affiche sa « bonne foi » en matière de coopération tout en espérant obtenir du président américain des intrants économiques, comme la levée des sanctions dans le cas d'Hanoï. Au regard de la première hypothèse, selon laquelle le *juche* opère tel un système stratégique donnant un cadre à la définition des intérêts et des choix de politique étrangère de la Corée du Nord, la séquence 2018-2019 paraît largement corroborée. Pyongyang apparaît dans ces rencontres dans une position symboliquement forte puisqu'elle a montré pouvoir discuter d'égal à égal avec les États-Unis tout en respectant ses principes d'indépendance.

La sécuritisation offre une grille de lecture intéressante quant à ces séquences. Les deux États semblent tous deux avoir un discours similaire mais des dangers différents. D'une part, Donald Trump a préalablement qualifié la Corée du Nord d'« État voyou » et a estimé que le pays était « une menace pour les autres nations et pour leurs propres peuples » en menaçant Pyongyang de « destruction » (Le Monde, 2017). Nul doute que la principale justification de cette affirmation était le programme nucléaire nord-coréen. D'autre part, Kim Jong-un, comme répété précédemment, considère que la souveraineté de son pays est en danger existentiel et que son arsenal nucléaire est sa garantie de survie. Hanoï ne fut donc que l'événement qui a révélé cette incompatibilité.

La seconde hypothèse, selon laquelle lorsque les choix stratégiques de la Corée du Nord contredisent les principes affichés du *juche*, le régime mobilise discursivement des ressources idéologiques et culturelles pour légitimer sa politique étrangère, ne peut être validée. En effet, une rencontre diplomatique entre deux chefs d'État ne peut être considérée comme une contradiction par rapport au *juche*. S'il est tentant d'affirmer que l'engagement nord-coréen dans la déclaration commune de dénucléariser la péninsule en est une, car elle contreviendrait aux impératifs de sécurité de la ligne politique du régime, il est important de rappeler qu'aucun acte concret en ce sens n'a été rapporté.

4.3.3 La dépendance à la Chine : entre silence et identité

Face à un constat d'aggravation de la dépendance de la Corée du Nord à la Chine, une question semble pertinente : comment le régime de Kim Jong-un gère cette tension croissante entre dépendance et *charip* ?

De prime abord, la recherche empirique met en évidence une contrainte extérieure croissante. En effet, les sanctions onusiennes et la réduction des aides sud-coréennes ont porté un coup conséquent à l'économie nord-coréenne qui a dû compenser ses pertes. Dans ce contexte, la Chine s'est imposée comme le partenaire commercial le plus accessible, au prix d'un renforcement du déséquilibre commercial entre les deux pays. Bien qu'en théorie, d'autres alternatives auraient pu être envisagées, il est nécessaire de rappeler le cadre de la politique de *byongjin* édictée par Kim Jong-un. Cette politique, promulguée en 2013, est basée sur deux piliers, à savoir le développement économique et le renforcement de la défense (Jeon & Tak, 2014). Dans cette perspective, il est intéressant de formuler l'hypothèse qu'un renforcement plus poussé de l'autonomie économique aurait vraisemblablement entraîné un coût économique et politique élevé, dans la mesure où la Corée du Nord ne dispose pas des ressources nécessaires à une autosuffisance complète. Bien qu'aucune hiérarchisation des piliers du *juche* ne soit explicite dans les écrits des deux Kim, en pratique, il semble que l'indépendance militaire tende à être privilégiée à l'indépendance économique : le maintien du programme nucléaire en est la preuve. Du reste, la dynamique de fond ne semble pas avoir changé depuis 2000, et l'analyse tirée de son mandat reste valable, puisqu'une des composantes du *byongjin* est également le développement d'une force de frappe nucléaire à grande échelle (Lankov, 2017)

Néanmoins, après une nouvelle recherche de sources primaires, il reste très difficile de trouver du contenu idéologique publié par le régime à ce sujet. La

réurrence de cette difficulté pointe vers une autre piste : ce silence n'est peut-être pas neutre. En effet, il est difficile d'imaginer que le régime nord-coréen ne soit pas conscient de cette tension. Ainsi, il serait intéressant de questionner en quoi l'évitement discursif pourrait être un des instruments du régime pour résoudre les contradictions entre *juche* et impératifs pragmatiques.

Cette tension entre le *charip* et la dépendance à la Chine semble être atténuée par l'identité de rôle que la Corée du Nord attribue à la Chine, acteur qui lui a historiquement apporté un soutien décisif. Bien que la relation entre les deux pays se soit détériorée à certains moments, comme expliqué dans la partie empirique du mandat de Kim Jong-il, Pékin a joué un rôle majeur pendant la guerre de Corée et a globalement servi de soutien stratégique à Pyongyang. Ainsi, aux yeux du régime nord-coréen, dépendre de la Chine serait moins dangereux que de dépendre des États-Unis, dont l'identité de rôle construite au cours de l'histoire nord-coréenne les désigne comme un ennemi. Cette analyse est soutenue par Hong (2014) qui affirme que la Corée du Nord ne voit pas en la Chine une menace à sa sécurité, sa légitimité ou son idéologie, car une proximité idéologique entre les deux États est observée. Cela corrobore l'analyse de l'épisode de famine subie par la Corée du Nord pendant lequel les aides internationales étaient perçues différemment selon leur provenance : alors que les aides américaines étaient présentées comme hypocrites, les aides chinoises étaient au contraire perçues comme sincères et symboles d'amitié et coopération.

En somme, notre première hypothèse est partiellement corroborée puisqu'il a été établi que cette dépendance n'était pas le fruit d'un choix positif de politique étrangère mais une contrainte que la Corée du Nord subit. Cela démontre un certain pragmatisme de la part de Pyongyang, qui, sans renoncer discursivement au *charip*, ne s'engage pas dans un chemin totalement autarcique dans le but de respecter fidèlement les normes du *juche*. En revanche, le régime nord-coréen ne semble pas faire d'efforts substantiels pour justifier la contradiction entre la dépendance et le principe d'indépendance économique. L'identité de rôle de la Chine permet, certes, de rendre cette dépendance plus acceptable, mais elle n'enlève en rien l'opposition entre les deux concepts. La seconde hypothèse est elle aussi partiellement validée, dans le sens où la mise en silence de ce paradoxe peut être considérée comme une reconfiguration discursive pouvant s'apparenter à un outil idéologique cherchant à protéger la cohérence de l'idéologie par l'omission volontaire de la contradiction.

4.3.4 Le rapprochement avec la Russie : la construction d'une lutte commune

Tout d'abord, une contradiction particulièrement saillante apparaît : le *juche* prône l'indépendance militaire mais la Corée du Nord scelle avec la Russie l'accord de partenariat stratégique global. Deux textes officiels à ce sujet peuvent servir d'objets d'analyse discursive à ce sujet.

Le premier texte est un article de la *KCNA* intitulé « *Russian People Will Surely Win Victory of Justice* ». Il commence de manière directe : « Les forces indépendantes anti-impérialistes œuvrent sans relâche pour défendre la souveraineté et la sécurité de leurs pays et bâtir un monde multipolaire indépendant. À l'inverse, les forces hégémoniques prônent un monde unipolaire. Leur confrontation féroce se reflète dans les opérations militaires spéciales russes en cours contre l'Ukraine, révélant une contradiction flagrante entre justice et injustice. » (KCNA, 2024, traduction personnelle). La suite semble assez explicite : la Corée du Nord condamne « l'impérialisme occidental » et assure qu'elle sera du côté du gouvernement russe dans la « lutte pour leur souveraineté nationale et leurs intérêts de sécurité » (KCNA, 2024). Ce discours peut être mis en parallèle avec l'histoire nord-coréenne, elle-même décrite par le régime comme une lutte continue contre l'impérialisme visant à protéger leur souveraineté nationale. Les différents textes étudiés jusqu'à maintenant dans ce travail soutiennent cette perspective. La tension entre indépendance militaire et accord militaire ne semble donc pas être relevée. En revanche, le gouvernement nord-coréen justifie ce dernier en empruntant des éléments de la culture stratégique nord-coréenne pour appuyer la légitimité morale de leur décision. Une autre analyse intéressante serait de prendre cet article comme relevant d'un processus de sécuritisation : l'impérialisme occidental serait vu comme la menace existentielle et l'objet référent la souveraineté tandis que l'accord avec la Russie serait la mesure exceptionnelle à prendre.

Le second texte a pour titre « *Russia and Democratic People's Republic of Korea: Tradition of Friendship and Cooperation Lasts Decade after Decade* ». Il s'agit d'un article publié par la *KCNA* dans lequel Vladimir Poutine (2024) rappelle l'amitié entre les deux pays en évoquant plusieurs événements : la lutte commune contre le Japon pendant la Seconde Guerre mondiale, la reconnaissance du jeune État nord-coréen par l'Union soviétique comme premier pays à prendre cette décision, et l'aide accordée à Pyongyang durant la guerre de Corée. Ainsi, sur la base de ces éléments, l'auteur (2024) considère l'accord de 2024 comme « fondation légale qui

boostera la coopération bilatérale dans le futur » (traduction personnelle). Bien que le régime nord-coréen ne soit pas à l'origine de ce texte, il n'empêche que sa republication n'est pas neutre et sert directement ou indirectement à la légitimation de la politique étrangère de Pyongyang. Il est intéressant de noter une nouvelle fois l'usage de l'histoire comme justification, une base qui semble être le fondement de la culture stratégique nord-coréenne.

Le troisième article, nommé « *Treaty on Comprehensive Strategic Partnership between the Democratic People's Republic of Korea and the Russian Federation Signed The respected Comrade Kim Jong Un Signs Treaty with Comrade Vladimir Vladimirovich Putin* » diffusé par la KCNA en 2024 également, rend la problématique de cette partie encore plus saillante. En effet, elle qualifie l'accord entre les deux pays « d'invincibles relations d'alliance (...) » (KCNA, 2024, traduction personnelle). Plus encore, l'auteur (2024) affirme que ce dernier est fondé sur le « principe d'égalité, le respect de la souveraineté, le bon voisinage et l'intérêt mutuel » (traduction personnelle). Pyongyang semble contourner ici la justification de la dépendance militaire en redéfinissant l'enjeu comme non-problématique puisqu'il ne serait pas basé sur la soumission mais les éléments cités ci-dessus.

En conclusion, la première hypothèse n'est pas validée puisque dans ce cas, le gouvernement nord-coréen n'a pas justifié son rapprochement avec la Russie comme un respect des principes du *juche*. En revanche, la seconde hypothèse est fortement validée puisque ces trois textes illustrent comment le régime instrumentalise l'histoire nord-coréenne et plus précisément la lutte pour l'indépendance comme des repères moraux légitimant l'assistance à un pays qui ferait face à des enjeux similaires. Le dernier texte utilise quant à lui une forme de recadrage discursif dans lequel l'enjeu de la dépendance est éludé et les relations avec la Russie qualifiées par des caractéristiques opposées à une quelconque dépendance.

4.4 Synthèse et résultats

En ce qui concerne le mandat de Kim Jong-un, la première hypothèse semble globalement validée avec une réserve, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le test de 2017 est une expression directe du *chawi*, et les rencontres avec Donald Trump marquent une cohérence avec le principe d'indépendance du *juche*. L'exigence implicite d'une normalisation avant toute dénucléarisation et la poursuite du programme nucléaire comme garantie d'indépendance ainsi que de sécurité sont des lignes politiques en continuité avec l'idéologie du régime. Cependant, des

contradictions avec les fondements de cette dernière ont été relevées, à savoir la dépendance économique à la Chine et le rapprochement avec la Russie. L'analyse discursive produite à ces égards révèle pour le premier bien plus une contrainte structurelle subie qu'un choix positif de politique étrangère, ce qui limite la pertinence d'une validation ou d'une infirmation dans le cadre de cette hypothèse. Quant au second cas, l'analyse des sources primaires de la *KCNA* montre que le régime nord-coréen ne justifie pas ce phénomène comme une application du *chawi*, mais elle met en œuvre une reconfiguration discursive basée sur l'histoire et la culture.

Alors que la première hypothèse paraît donc être corroborée en grande partie, la confirmation de la seconde, selon laquelle lorsque les choix stratégiques contredisent les principes affichés du *juche*, le régime mobilise discursivement des ressources idéologiques et culturelles pour légitimer sa politique étrangère, est plus contrastée. L'analyse révèle des mécanismes distincts selon les cas analysés. Tandis que la dépendance économique à la Chine ne semble pas avoir fait l'objet d'une reconfiguration discursive active, le rapprochement avec la Russie illustre l'inverse puisque l'analyse montre comment Pyongyang mobilise l'histoire commune des deux pays sous le drapeau de la lutte contre l'impérialisme afin de transformer une apparente contradiction en une lutte pour la souveraineté. Une validation plus ample de cette hypothèse tient à une interrogation spécifique : peut-on assimiler l'évitement discursif du régime au sujet de la dépendance à Pékin comme une reconfiguration discursive passive ? Dans ce cas, l'hypothèse pourrait être validée avec une certaine nuance, mais puisque ce phénomène ne semble pas récurrent, il reste plus prudent de s'en tenir à une conclusion plus claire.

5 Conclusion

Ce mémoire, à travers une analyse discursive, a tenté de répondre à la question « quelle est la réelle fonction du *juche* dans la politique étrangère nord-coréenne ? ». En effet, les contradictions soulevées entre principes idéologiques et réalités géopolitiques accordaient une certaine pertinence à cette interrogation. Afin de répondre à cette interpellation, deux méthodes majeures ont permis de tester les deux hypothèses définies en introduction : les sources primaires de médias nord-coréens officiels et les concepts de culture stratégique, d'identité et de sécuritisation.

5.1 Résultats croisés sur la première hypothèse

Durant le mandat de Kim Jong-il, de 2000 à 2011, l'hypothèse selon laquelle le *juche* opère tel un système stratégique qui donne un cadre à la définition des intérêts et choix de politique étrangère pour la Corée du Nord est globalement validée. Comme répété précédemment, des éléments comme l'exigence de la normalisation avant la dénucléarisation, la continuation du programme nucléaire en tant que garantie de sécurité et d'indépendance, tout comme le naufrage du Cheonan et les événements de Yeonpyeong abondent en ce sens. Quant à la période couvrant le mandat de Kim Jong-un, un résultat similaire est observé puisque ce dernier applique une ligne diplomatique avec les États-Unis dans la continuité de celle de son père, et la question de la dépendance à la Chine s'est trouvée nuancée.

L'analyse a montré que les deux dirigeants mobilisaient le *juche* en combinaison avec des éléments du répertoire historique nord-coréen afin de légitimer certains choix. L'exemple de la Marche Ardue pour justifier l'aide internationale et la justification du rapprochement avec la Russie en sont des exemples saillants. Ce résultat semble logique puisque l'analyse des textes idéologiques du *juche* montre que cette idéologie a pour fondement les expériences de la péninsule coréenne qui a subi la colonisation et plusieurs violences. En réalité, l'indépendance que préconise le *juche* semble être bien plus une fin en soi, atteignable par n'importe quel chemin qu'un moyen ou un principe moral à respecter en permanence. Les relations avec la Chine confirment cette conclusion puisque, face à des contraintes structurelles, Pyongyang opte pour le choix pragmatique d'accepter cette dépendance sans la mobiliser discursivement de manière explicite. Le test de cette première hypothèse met ainsi en lumière la fonction prépondérante du *juche* : la légitimation.

5.2 Résultats croisés sur la seconde hypothèse

La famine des années 1990 a marqué le mandat de Kim Jong-il, épisode durant lequel l'analyse a montré que le régime nord-coréen, à travers ses médias, a fait appel à une reconfiguration discursive grâce à deux instruments : le recadrage des identités de rôle des différents acteurs et la mobilisation de ressources culturelles, afin de légitimer l'appel à l'aide internationale, contredisant les principes affichés du *juche*. Ce processus de reconfiguration discursive valide la seconde hypothèse. Les autres contradictions à l'idéologie nationale nord-coréenne, comme l'aide énergétique durant les *six-party talks* ou encore la dépendance économique à la Chine n'ont pas reçu le même traitement. Cela révèle que ce mécanisme observé n'est pas utilisé systématiquement, mais est plutôt considéré comme un outil mobilisable selon les circonstances, ne validant ainsi que partiellement l'hypothèse. De plus, l'analyse a mis en lumière le processus d'évitement discursif, qui sera perpétué également durant le mandat de son successeur.

Les contradictions au *juche* durant le mandat de Kim Jong-un seront quant à elles exacerbées par la continuation de la dépendance économique à la Chine et le rapprochement avec la Russie, dont la signature d'un accord militaire questionnait le rapport au *chawi*. Alors que le régime est silencieux concernant le premier élément, l'analyse des sources primaires a démontré une mobilisation de la culture stratégique via le registre des expériences historiques coréennes en vue de légitimer l'aide accordée à Moscou. Une véritable continuité historique est observée entre les deux dirigeants nord-coréens tant le panel d'outils discursifs mobilisés tend à se ressembler, confirmant ainsi les résultats liés au mandat de Kim Jong-il.

5.3 Réponse finale à la question de recherche

En conclusion, les événements étudiés ont démontré que le *juche* n'était ni un système doctrinal respecté à la lettre par les autorités nord-coréennes, ni un simple outil de légitimation, pouvant être sciemment balayé lorsque le pragmatisme devait s'imposer. Au contraire, le *juche* est à la fois un instrument permettant de mobiliser la culture stratégique coréenne afin de légitimer les décisions de politique étrangère, mais aussi le fondement d'une culture politique nord-coréenne ancrée profondément dans l'appareil décisionnaire de Pyongyang. Alors que la problématique tendait à opposer ces deux fonctions, elles semblent en réalité complémentaires puisqu'aucune ne semble prendre le pas sur l'autre depuis 2000. En dépit des contradictions affichées, la Corée du Nord semble tout de même défendre, d'une manière ou d'une autre, les

potentielles attaques à la cohérence du juche, signe que ce concept constitue l'ossature de son identité nationale.

5.4 Limites

L'analyse, bien qu'ayant produit des résultats, présente certaines limites. La base de données *KCNA Watch* permet un accès à de nombreuses sources primaires nord-coréennes centralisées en une seule plateforme, mais beaucoup de fonctionnalités de ce site ne sont pas accessibles aux particuliers. Une analyse plus précise aurait requis des accès privilégiés à des services comme des logiciels linguistiques qui auraient permis d'analyser des banques de données. Ensuite, même si la nature propagandiste des sources officielles a été prise en compte, et ce, dès la définition de la méthodologie, il reste difficile de distinguer ce qui relève du contenu purement idéologique ou de discours calculés stratégiquement. Bien que les données factuelles présentes dans les articles des médias nord-coréens aient été vérifiées, l'influence de différents biais pourrait subsister, comme l'appartenance de l'auteur de ce mémoire à une sphère culturelle européenne, relativement hostile à l'État nord-coréen. Enfin, les résultats de ce mémoire semblent reposer en partie sur le concept de culture stratégique, mais celui-ci, d'après ses auteurs, ne peut être la seule variable explicative d'un phénomène (Lantis, 2002). L'opérationnalisation de la sécuritisation pallie en partie à ce problème, mais d'autres explications, comme celles issues des théories réalistes, pourraient offrir une perspective plus complète en vue d'expliquer la politique étrangère nord-coréenne.

5.5 Perspectives d'études futures

Comme évoqué ci-dessus, une recherche future sur les apports conjoints des théories constructivistes et réalistes permettrait de discerner et comparer les influences du calcul rationnel ainsi que de l'idéologie dans la formulation du choix de politique étrangère nord-coréenne. De plus, l'avenir des relations entre la Corée du Nord et la Russie semble être un terrain fertile à des interrogations sur une éventuelle dépendance technologique de Pyongyang à Moscou. Également, comme pressenti dans les limites du travail, une analyse discursive quantitative de la *KCNA*, du *Rodong Sinmun* ainsi que du *Pyongyang Times* permettrait de dégager des conclusions plus claires et plus rigoureuses scientifiquement.

6 **Bibliographie**

1. Articles de revue scientifique

- Azad, T. M., Haider, M. W., & Sadiq, M. (2023). Understanding Gray Zone Warfare From Multiple Perspectives. *World Affairs*, 186(1), 81-104.
<https://doi.org/10.1177/00438200221141101>
- Balzacq, T., Léonard, S., & Ruzicka, J. (2015). 'Securitization' revisited : Theory and cases. *International Relations*, 30(4), 494-531.
- Bondaz, A. (2018). La péninsule coréenne, entre autonomie et dépendance. *Pouvoirs*, 167, 95-106
- Bowers, I., & Hiim, H. S. (2020). Conventional Counterforce Dilemmas. *International Security*, 45(3), 7-39. https://doi.org/10.1162/isec_a_00399
- Gray, K. (2023). Turning Marx on His Head? North Korean Juche as Developmental Nationalism. *Critical Asian Studies*, 55(2), 261-281.
<https://doi.org/10.1080/14672715.2023.2174892>
- Grieco, K. A. (2020). Assessing the Singapore Summit—Two Years Later. *Strategic Studies Quarterly*. 14(3), 12-21.
- Ha, S. E., & Jang, S.-J. (2016). National identity in a divided nation : South Koreans' attitudes toward North Korean defectors and the reunification of two Koreas. *International Journal of Intercultural Relations*, 55, 109-119.
<https://doi.org/10.1016/j.ijintrel.2016.10.003>
- Ha, Y.-C., & Shin, B.-S. (2022). The Impact of the Ukraine War on Russian–North Korean Relations. *Asian Survey*, 62(5-6), 893-919.
<https://doi.org/10.1525/as.2022.1800092>
- Hong, S. (2014). What Does North Korea Want from China? Understanding Pyongyang's Policy Priorities toward Beijing. *The Korean Journal of International Studies*, 12(1), 277-303
<https://doi.org/10.14731/kjis.2014.06.12.1.277>
- Johnston, A. I. (1995). Thinking about Strategic Culture. *International Security*, 19(4), 32. <https://doi.org/10.2307/2539119>
- Kim, S. S. (2001). North Korea in 2000 : Surviving through High Hopes of Summit Diplomacy. *Asian Survey*, 41(1), 12-29.
<https://doi.org/10.1525/as.2001.41.1.12>
- Klein, Y. (1991). A theory of strategic culture. *Comparative Strategy*, 10(1), 3-23.
<https://doi.org/10.1080/01495939108402827>

- Kong, T. Y. (2018). China's engagement-oriented strategy towards North Korea: Achievements and limitations. *The Pacific Review*, 31(1), 76-95. <https://doi.org/10.1080/09512748.2017.1316301>
- Lankov, A. (2017). Is Byungjin Policy Failing? Kim Jong Un's Unannounced Reform and its Chances of Success. *The Korean Journal of Defense Analysis*, 29(1), 25-45
- Lantis, J. S. (2002). Strategic Culture and National Security Policy. *International Studies Review*, 4(3), 87-113. <https://doi.org/10.1111/1521-9488.t01-1-00266>
- Lebow, R. N. (2008). Identity and International Relations. *International Relations*, 22(4), 473-492. <https://doi.org/10.1177/0047117808097312>
- Lee, G. (2003). The Political Philosophy of Juche. *Stanford Journal of East Asian Affairs*, 3(1), 105-112
- Macleod, A., Masson, I., & Morin, D. (2004). Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales. *Études internationales*, 35(1), 7-24. <https://doi.org/10.7202/008445ar>
- Manyin, M. E. , & Nanto, D. K. (2011). China-North Korea Relations. *North Korean Review*, 7(2), 94–101. <http://www.jstor.org/stable/43908855>
- Nah, L. T. (2019). The Prisoner's Dilemma and the U.S.–DPRK Summit in Vietnam. *North Korean Review*, 15(2), 90-96.
- Ojardias, F. & Pullen, M. (2017). Food from the Enemy: The Representation of Western Humanitarian Aid in the North Korean Media 1990-2010. *The Journal of Northeast Asian History*, 14(1), 109-149.
- O'Neil, A. (2010). The 2000 inter-Korean summit: The road to reconciliation? *Australian Journal of International Affairs*, 55(1), 55-63. <https://doi.org/10.1080/10357710120055076>
- Park, H. (2018). Trust But Verify: Donald Trump, Kim Jong Un and a Denuclearising North Korea after the Singapore Summit. *East Asian Policy*, 10(03), 5-18. <https://doi.org/10.1142/S1793930518000235>
- Park, H. S. (1987). Juche as Foreign Policy Constraint in North Korea. *Asian Perspective*, 11(1), 23-44. <https://doi.org/10.1353/apr.1987.a920816>
- Park, Y. S. (2014). Policies and Ideologies of the Kim Jong-un Regime in North Korea: Theoretical Implications. *Asian Studies Review*, 38(1), 1-14. <https://doi.org/10.1080/10357823.2013.868864>

- Snyder, S., & Byun, S.-W. (2011). Cheonan and Yeonpyeong: The Northeast Asian Response to North Korean's Provocations. *The RUSI Journal*, 156(2), 74-81. <https://doi.org/10.1080/03071847.2011.576477>
- Taureck, R. (2006). Securitization theory and securitization studies. *Journal of International Relations and Development*, 9(1), 53-61. <https://doi.org/10.1057/palgrave.jird.1800072>
- Van Ree, E. (1989). The limits of Juche: North Korea's dependence on Soviet industrial aid, 1953-76. *Journal of Communist Studies*, 5(1), 50-73. <https://doi.org/10.1080/13523278908414954>
- Xu, H., Ni, S., Liu, W., Zhu, H., & Wang, X. (2020). Focal mechanisms of the 2017 North Korean nuclear test and its early collapse event. *Geophysical Journal International*, 220(2), 737-752. <https://doi.org/10.1093/gji/ggz462>
- Yamamoto, K. (2024). A new formal model analysis of deterrent to brinkmanship and the causes of the armament dilemma. *Journal of Theoretical Politics*, 36(2), 132-155. <https://doi.org/10.1177/09516298241232654>

2. Monographies

- Baranets, É., Batistella, D. & Cornut, J. (2019). *Théories des relations internationales*. Presses de Sciences Po.
- Buszynski, L. (Ed.). (2013). *Negotiating with North Korea*. Routledge.
- Colson, B. (2013). Existe-t-il une culture stratégique européenne ? In I. Davion, F. Dessberg, & C. Malis (Éds.), *Les Européens et la guerre*. Paris: Éditions de la Sorbonne (pp. 209-222) <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.92380>
- Dayez-Burgeon, P. (2012). Histoire de la Corée : Des origines à nos jours. *Tallandier*. <https://doi.org/10.3917/talla.burge.2012.01>.
- Malovic, D. & Morillot, J. (2016). La Corée du Nord en 100 questions. *Tallandier*.
- Pacheco Pardo, R. (2014). *North Korea-US relations under Kim Jong Il : The quest for normalization?* Routledge.
- Schelling, T. C. (1960). *The Strategy of Conflict*. Cambridge: Harvard University Press.
- Wæver, O. (2002). Securitization and Desecuritization. In Lipschutz, R. D. (Ed.), *On Security*. Columbia International Affairs Online.
- Zhebin, A. (2012). North Korea's Foreign Policy. In Park, H. S. (Ed.), *North Korea Demystified* (pp. 125-143)

3. Littérature grise

- Bondaz, A. (2017). *Corée du Nord/États-Unis : Jusqu'où ira la confrontation ?* IFRI. https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/antoine_bondaz_pe4-2017.pdf
- Clément, T. (2018). *Quelles sont les raisons des réticences chinoises aux sanctions économiques contre la Corée du Nord ?* Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG). <https://cqegheulaval.com/quelles-sont-les-raisons-des-reticences-chinoises-aux-sanctions-economiques-contre-la-coree-du-nord/>
- Cossa, R.A., Glosserman, B. & Snyder, S. (2005). *The Six-Party Talks: Developing a Roadmap for Future Progress*. Pacific Forum CSIS. https://pacforum.org/wp-content/uploads/2019/02/issuesinsights_v05n08.pdf
- Davenport, K. (2022). *The U.S.-North Korean Agreed Framework at a Glance*. Arms Control Association. <https://www.armscontrol.org/factsheets/us-north-korean-agreed-framework-glance>
- Dûchatel, M. & Schell, P. (2013). *China's policy on North Korea : Economic engagement and nuclear disarmament*. Stockholm International Peace Research Institute. <https://www.sipri.org/sites/default/files/files/PP/SIPRIPP40.pdf>
- Hagard, S. & Noland, M. (2007). *Famine in North Korea: Markets, Aid, and Reform*. Peterson Institute for International Economics. https://mpra.ub.uni-muenchen.de/92548/1/MPRA_paper_92548.pdf
- Hird, K., Shats, D. & O'Neil, A. (2024). *North Korea Joins Russia's War Against Ukraine: Operational and Strategic Implications in Ukraine and Northeast Asia*. Institute for the Study of War. <https://understandingwar.org/wp-content/uploads/2024/11/North-Korea-Joins-Russias-War-Against-Ukraine-Operational-and-Strategic-Implications-in-Ukraine-and-Northeast-Asia-PDF.pdf>
- Jung, S. & Lee, J. (2024). *Economic Implications for North Korea of Strengthened Relations with Russia Amid the Russia-Ukraine War* [Preprint]. Social Science Research Network. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.5062154>
- Korean Peninsula Energy Development Organization. (1994). *Agreed Framework between the United States of America and the Democratic People's Republic of*

- Korea. http://www.kedo.org/pdfs/AgreedFramework.pdf?_x_tr_sl=en&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=sc&_x_tr_sch=http
- Lee, S. (2005). *The DPRK Famine 1994-2000: Existence and Impact*. Korea Institute for National Unification. <https://repo.kinu.or.kr/bitstream/2015.oak/827/1/0000605327.pdf>
- Liu, L. (2006). *The North Korean nuclear test and its implications (Silk Road Paper)*. Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program. https://www.files.ethz.ch/isn/30276/18_North_Korean_Nuclear_Test.pdf
- Mampaey, L. (2009). *Punir ou négocier ? Les enjeux de l'escalade nucléaire de la Corée du Nord*. GRIP. https://www.grip.org/wp-content/uploads/2009/06/NA_2009-06-15_FR_L-MAMPAEY.pdf
- Nations Unies, Conseil de sécurité. (2017). *Résolution 2375 (2017)* [Résolution]. . [https://undocs.org/S/RES/2375\(2017\)](https://undocs.org/S/RES/2375(2017))
- Niksch, L. A. (2010). *North Korea's Nuclear Weapons Development and Diplomacy*. Congressional Research Service. https://www.everycrsreport.com/files/20090330_RL33590_7da3c7136c28799cad09230825ec9cc6fcb28289.pdf
- Panda, R. (2010). *North Korea's Artillery Attack on Yeonpyeongdo: Responses and Implications*. Institute for Defence Studies and Analyses. <https://www.files.ethz.ch/isn/137946/RajaramPanda-Brief-30.11.10.pdf>
- Seth, M. J. (2011). *North Korea's 1990s Famine in Historical Perspective*. Association for Asian Studies. <https://www.asianstudies.org/publications/ea/archives/north-koreas-1990s-famine-in-historical-perspective/>
- Snyder, J. L. (1977). *The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Operations*. RAND Corporation. <https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/reports/2005/R2154.pdf>
- United Nations. (2018). *Joint Statement of President Donald J. Trump of the United States of America and Chairman Kim Jong Un of the Democratic People's Republic of Korea at the Singapore Summit*. United Nations. <https://peacemaker.un.org/en/node/9828>
- Université de Sherbrooke. (2018). *Tenue d'un sommet entre le président américain Donald Trump et le leader nord-coréen Kim Jong-un*. Perspective Monde. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1562>

Waldenström, L. (2005). *North Korea's Juche Ideology and its Implications on Pyongyang's Relations with Washington 1994-2004 : A North Korean Perspective*. Swedish Defence Research Agency. <https://www.foi.se/rest-api/report/FOI-R--1578--SE>

Weissman, F. (2003). *Corée du nord, l'aide alimentaire contre les droits humains*. Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires. https://msf-crash.org/sites/default/files/2017-05/8974-fw-2003-coree-du-nord-laide-alimentaire-contre-les-droits-humains-_fr-p.4_.pdf

Wertz, D. (2019). *China-North Korea Relations*. The National Committee on North Korea. https://www.ncnk.org/sites/default/files/issue-briefs/Issue_Brief_China_NK_Nov2019.pdf

4. Sources primaires

Kim, I. (1993). *10-point programme of the great unity of the whole nation for the reunification of the country*. Foreign Languages Publishing House.

Kim, J. (1982). *On the Juche idea*. Marxists Internet Archive. www.marxists.org/archive/kim-jong-il/works/On-The-Juche-Idea.pdf

Kim, J. (2016). *Report to the Seventh Congress of the Workers' Party of Korea on the Work of the Central Committee* [Rapport]. Institut International des Idées du Juche. http://juche.v.wol.ne.jp/l_english/pdf/ekimjongun2016_05_06.pdf

Kim, J. (2021). *Discours de clôture du VIIIe congrès du parti des travailleurs de Corée* [Discours]. Institut International des Idées du Juche. http://juche.v.wol.ne.jp/l_french/works/KimJongUn/fkimjongun2021_01_05_03.pdf

Korean Central News Agency. (2000). Actions speak louder than words. *KCNA Watch*. <https://kcnawatch.org/newstream/1452002120-939866593/actions-speak-louder-than-words/>

Korean Central News Agency. (2000). Joint New Year editorial published. *KCNA Watch*. <https://kcnawatch.org/newstream/1452002268-334428292/joint-new-year-editorial-published/>

Korean Central News Agency. (2003). Let Us Fully Demonstrate the Dignity and Might of the DPRK Under the Great Banner of Army-Based Policy. *KCNA*. <http://www.kcna.co.jp/item/2003/200301/news01/01.htm>

- Korean Central News Agency. (2009). DPRK Foreign Ministry Vehemently Refutes UNSC's «Presidential Statement». *KCNA*.
<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200904/news14/20090414-23ee.html>
- Korean Central News Agency. (2009). Joint New Year Editorial Issued. *KCNA*.
<http://kcna.co.jp/item/2009/200901/news01/20090101-02ee.html>
- Korean Central News Agency. (2009). MINREX anuncia resueltas contramedidas a "resolucion No.1874". *KCNA*.
<http://www.kcna.co.jp/item/2009/200906/news13/20090613-16ee.html>
- Korean Central News Agency. (2018). New Year Address for 2018. *KCNA Watch*.
<https://kcnawatch.org/newstream/1529104587-603930848/new-year-address-for-2018/>
- Korean Central News Agency. (2024). Russia and Democratic People's Republic of Korea: Tradition of Friendship and Cooperation Lasts Decade after Decade. *KCNA Watch*.
<https://kcnawatch.org/newstream/1718662081-653302572/russia-and-democratic-peoples-republic-of-korea-tradition-of-friendship-and-cooperation-lasts-decade-after-decade/>
- Korean Central News Agency. (2024). Russian People Will Surely Win Victory of Justice. *KCNA Watch*.
<https://kcnawatch.org/newstream/1718694565-403338511/russian-people-will-surely-win-victory-of-justice/>
- Korean Central News Agency. (2024). Treaty on Comprehensive Strategic Partnership between the Democratic People's Republic of Korea and the Russian Federation Signed The respected Comrade Kim Jong Un Signs Treaty with Comrade Vladimir Vladimirovich Putin. *KCNA Watch*.
<https://kcnawatch.org/newstream/1718892138-798519196/treaty-on-comprehensive-strategic-partnership-between-the-democratic-peoples-republic-of-korea-and-the-russian-federation-signed-the-respected-comrade-kim-jong-un-signs-treaty-with-comrade-vladimir-v/>
- République populaire démocratique de Corée. (1998). *Constitution socialiste de la République populaire démocratique de Corée* [Constitution]. <https://mjp.univ-perp.fr/constit/kp2009.htm>

5. Articles de presse

- AFP. (2019). La Corée du Nord accuse les Etats-Unis d'avoir fait échouer les consultations de Stockholm. *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/251848/article/2019-10-05/la-coree-du-nord-accuse-les-etats-unis-davoir-fait-echouer-les-consultations-de>
- AFP & Barreiro, N. (2024). Russie-Corée du Nord: ce que l'on sait de l'accord signé entre Vladimir Poutine et Kim Jong-Un. *RTL*. <https://www.rtl.fr/actu/international/russie-coree-du-nord-ce-que-l-on-sait-de-l-accord-signe-entre-vladimir-poutine-et-kim-jong-un-7900396489>
- BBC. (2000). North-South Joint Declaration. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/791691.stm>
- France 24 (2024). L'accord de défense mutuelle avec la Corée du Nord signé par Vladimir Poutine. <https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20241110-l-accord-de-d%C3%A9fense-mutuelle-avec-la-cor%C3%A9e-du-nord-sign%C3%A9-par-vladimir-poutine>
- Le Monde & AFP (2011). Le président de la Corée du Nord Kim Jong-il est mort. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2011/12/19/le-president-de-coree-du-nord-kim-jong-il-est-mort_1620297_3216.html
- Le Monde (2017). *Donald Trump menace de « détruire » la Corée du Nord et son leader, « l'homme-fusée »*. https://www.lemonde.fr/donald-trump/video/2017/09/19/donald-trump-menace-de-detruire-la-coree-du-nord-et-son-leader-l-homme-fusee_5187989_4853715.html
- Liptak, K. (2019). Trump takes 20 steps into North Korea, making history as first sitting US leader to enter hermit nation. *CNN*. <https://edition.cnn.com/2019/06/29/politics/kim-jong-un-donald-trump-dmz-north-korea>
- Mesmer, P. (2017). Corée du Nord : ce qu'il faut savoir sur l'essai nucléaire et ses conséquences. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2017/09/03/ce-qu-il-faut-savoir-sur-l-essai-nucleaire-nord-coreen-et-ses-consequences_5180280_3216.html
- Park, J. H. (2024). North Korea drops Juche calendar in apparent bid to elevate Kim Jong Un's legacy. *NK News*. <https://www.nknews.org/2024/10/north-korea-drops-juche-calendar-in-apparent-bid-to-elevate-kim-jong-uns-legacy/>

- RTBF. (2024). Guerre en Ukraine : la Corée du Nord a envoyé 10.000 soldats en Russie pour s'entraîner, selon le Pentagone. <https://www.rtb.be/article/guerre-en-ukraine-la-coree-du-nord-a-envoye-10-000-soldats-en-russie-pour-s-entraîner-selon-le-pentagone-11455991>
- Sokolin, A. (2024). North Korea's economic dependence on China reached new heights in 2023: Report. NK News. <https://www.nknews.org/2024/07/north-koreas-economic-dependence-on-china-reached-new-heights-in-2023-report/>
- Werly, R. (2003). Pyongyang répond aux Etats-Unis : « Cessez de nous traiter comme un Etat brigand ! ». *Le Temps*. <https://www.letemps.ch/monde/pyongyang-repond-aux-etatsunis-cessez-traiter-un-brigand>
- Zaugg, J. (2017). L'ONU porte un nouveau coup à l'économie nord-coréenne. *Le Temps*. <https://www.letemps.ch/economie/lonu-porte-un-nouveau-coup-leconomie-nordcoreenne>

Résumé

Ce mémoire tente de répondre à la question de recherche : « quelle est la réelle fonction du *juche* dans la politique étrangère nord-coréenne ? ». En effet, de 2000 à 2024, de nombreuses contradictions peuvent être observées entre les principes d'indépendance prônés par cette doctrine et les choix stratégiques de Pyongyang. À travers une analyse constructiviste et discursive, étudiant plusieurs textes idéologiques et médiatiques, des conclusions peuvent être tirées des mandats de Kim Jong-il et Kim Jong-un. D'une part, le *juche* apparaît comme un système stratégique qui donne un cadre à la définition des intérêts et choix de politique étrangère pour la Corée du Nord. D'autre part, lorsque les choix stratégiques contredisent les principes affichés du *juche*, le régime mobilise parfois discursivement des ressources idéologiques et culturelles pour légitimer sa politique étrangère, notamment grâce à un répertoire issu de sa culture stratégique. En conclusion, ce mémoire met en évidence la fonction de légitimation du *juche* ainsi que la flexibilité de cette doctrine, illustrée par le pragmatisme des deux dirigeants.

Mots-clés : Corée du Nord, Juche, Relations Internationales, Sciences Politiques, Constructivisme